



PREFET DE LA MAYENNE

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

**BUREAU DES PROCEDURES
ENVIRONNEMENTALES ET FONCIERES**

Arrêté n° 2014262-0013 du 19 septembre 2014

Autorisant le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif (SIAEPAC) de la Fontaine Rouillée, ayant son siège social en annexe de la Mairie, allée du Haut Perrin à Lassay les Châteaux, à exploiter, après extension, une station d'épuration mixte des effluents de l'agglomération de Lassay les Châteaux, située au lieu-dit « le Bois Hubert » à Lassay les Châteaux.

**Le préfet de la Mayenne,
chevalier de la Légion d'honneur,**

- Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et à la prévention des pollutions des risques et des nuisances ;
- Vu le titre 1^{er} du livre II du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2011-1257 du 10 octobre 2011 relatif aux programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu le décret n° 2013-786 du 28 août 2013 relatif aux programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/jour de DB05 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

- Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° DEVO0927282A du 18 novembre 2009 du préfet de la région Centre, préfet du Loiret, Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, portant approbation du SDAGE du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2012286-0001 du 10 octobre 2012 portant agrément de la Communauté de Communes le Horps Lassay pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectif ;
- Vu l'arrêté préfectoral régional n° 2013-DRAAF-DREAL-373 du 31 décembre 2013 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté préfectoral régional n° 2014-132 du 24 juin 2014, établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;
- Vu le récépissé de déclaration délivré le 14 décembre 2007 à la commune de Lassay les Châteaux pour exploiter une station de traitement des eaux usées située sur la commune de Lassay les Châteaux ;
- Vu la demande présentée le 12 juillet 2011, complétée les 1^{er} et 18 octobre 2012, 7 mai 2013 et 8 octobre 2013, par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement Collectif (SIAEPAC) de la Fontaine Rouillée, ayant son siège social en annexe de la Mairie, allée du Haut Perrin à Lassay les Châteaux, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, après extension, une station d'épuration mixte des effluents de l'agglomération de Lassay les Châteaux au lieu-dit « le Bois Hubert » à Lassay les Châteaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2014021-0001 du 21 janvier 2014 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 15 février 2014 au 17 mars 2014 inclus ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2014192-0020 du 11 juillet 2014 prorogeant de 3 mois le délai d'instruction ;
- Vu les certificats d'affichage et de publication délivrés par les maires de Le Housseau Brétignolles, Lassay les Châteaux, Rennes en Grenouilles, Saint Julien du Terroux, Sainte Marie du Bois et Thuboeuf ;
- Vu le rapport, le procès-verbal de l'enquête et l'avis émis par le commissaire enquêteur ;
- Vu les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, dans sa séance du 26 juin 2014 ;

Considérant que le SIAEPAC gère le réseau de collecte des effluents urbains et industriels (société SOFRAL), les effluents sont traités avant rejet dans le ruisseau Le Lassay ;

Considérant que des matières de vidange issues des dispositifs d'assainissement non collectifs de la communauté de communes de Le Horps-Lasay y sont également traités ;

Considérant que cette station de traitement des eaux usées permettra le respect des normes de rejet dans le milieu naturel, avec des valeurs limites de concentration et de flux, qui sont compatibles avec les objectifs de qualité et la vocation piscicole du milieu récepteur ;

Considérant que le faible impact de la station d'épuration sur le ruisseau sera vérifié par la réalisation d'une nouvelle campagne d'analyses amont/aval après mise en service des nouveaux équipements ;

Considérant qu'une auto-surveillance de la qualité des rejets sur l'ensemble des paramètres fixées par le présent arrêté sera réalisé par l'exploitant ;

Considérant la prise en compte par les agriculteurs des apports d'azote et de phosphore par les boues dans la fertilisation globale de leurs exploitations respectives ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du pétitionnaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :

=====

TITRE I. – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1.1 : AUTORISATION

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement Collectif (SIAEPAC) de la Fontaine Rouillée, dont le siège social est situé en annexe de la Mairie, allée du Haut Perrin à Lassay les Châteaux, est autorisé, sous réserve du strict respect des dispositions du présent arrêté et du droit des tiers, à exploiter les installations classées répertoriées à l'article 1-2 ci-après, dans son établissement situé au lieu-dit « le Bois Hubert » à Lassay les Châteaux (53110).

Les prescriptions figurant aux autorisations et aux arrêtés types délivrés antérieurement sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité réelle maximale	Régime
2752	Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents habitants (EH), lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70 % de la capacité de la station en demande chimique en oxygène.	<ul style="list-style-type: none">- 20 000 EH- 1 200 kg de DBO5/j- 2 200 kg de DCO/j, dont 75 % d'origine industrielle- 800 m3/j	A

ARTICLE 1.3 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ETABLISSEMENT

1.3.1 : Activité générale de l'ouvrage

L'établissement procède au traitement des effluents domestiques et industriels de l'agglomération de Lassay les Châteaux ainsi qu'à la réception et au traitement de matières de vidange collectées dans les conditions fixées à l'arrêté préfectoral n° 2012286-0001 du 10 octobre 2012 susvisé.

1.3.2 : Implantation de l'établissement

La station de traitement des effluents est implantée au lieu-dit « le Bois Hubert » à Lassay les Châteaux, sur les parcelles cadastrées YC n° 71, 72, 113, et ZI n° 47, d'une superficie de 6 900 m² (cf. plan en annexe I).

ARTICLE 1.4 : REGLEMENTATIONS APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT

1.4.1 : réglementation installations classées

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation, à modifier les dangers ou les inconvénients présentés de cette installation.

1.4.2 : respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 1.5 : CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES DU DOSSIER D'AUTORISATION

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.6 : PRINCIPES GENERAUX

L'exploitant doit avoir le souci permanent de réduire la consommation d'eau, de matières premières et d'énergie, les flux de rejets polluants, les volumes et la toxicité des déchets produits, en adoptant les meilleures techniques de recyclage, récupération, régénération économiquement acceptables et compatibles avec la qualité du milieu environnant.

Il doit en particulier prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

ARTICLE 1.7 : MODIFICATION DES INSTALLATIONS

1.7.1 : Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.7.2 : Equipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.7.3 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.8 : CONTROLES

A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant doit faire effectuer, par un laboratoire agréé ou qualifié, des prélèvements et analyses des eaux résiduaires, des eaux rejetées, des effluents gazeux et poussières et des déchets de l'établissement, ainsi que le contrôle de la situation acoustique ou des mesures de vibrations. Le choix du laboratoire doit être soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.9 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis, sous 15 jours, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.10 : HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL

L'exploitant doit se conformer aux dispositions du code du travail et aux textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

ARTICLE 1.11 : DOSSIER INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- ⇒ le dossier de demande d'autorisation et les dossiers de déclarations s'il y en a,
- ⇒ les plans tenus à jour,
- ⇒ les récépissés de déclaration et les prescriptions générales en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par l'arrêté d'autorisation,
- ⇒ le ou les arrêté(s) préfectoral(aux) relatif(s) à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- ⇒ tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et les registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents concernent notamment la consommation et les rejets d'eaux, le suivi des déchets, la vérification des installations à risque par des sociétés agréées.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site durant 10 années minimum.

ARTICLE 1.12 : CONVENTION DE RACCORDEMENT D'EFFLUENTS NON DOMESTIQUES

Les demandes de raccordement d'effluents non domestiques doivent être accompagnées d'une étude démontrant que les rejets sont compatibles avec le dimensionnement de l'ouvrage et ne sont pas de nature à compromettre le fonctionnement des installations. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station et sur la qualité des boues sont en particulier examinées. Ces éléments sont transmis pour avis à l'inspection des installations classées.

Une autorisation de raccordement au réseau public doit être délivrée par le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée, préalablement à tout raccordement. Le raccordement ne peut être autorisé que si la station d'épuration est apte à les traiter dans le respect du présent arrêté et après avis favorable de l'inspection des installations classées. Les conditions du raccordement doivent faire l'objet d'une convention. Les documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.13 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE 1.14 : DECLARATION DES EMISSIONS POLLUANTES

L'exploitant procède, avant le 1^{er} avril de chaque année, à la déclaration au titre de l'année précédente de ses rejets dans l'eau, dans l'air et dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des transferts de polluants et des déchets, ainsi qu'à la déclaration des déchets produits et/ou transférés.

La déclaration est effectuée par voie électronique sur le site internet de télédéclaration des émissions polluantes (dénommé " GEREPA "), selon les modalités précisées par l'inspection des installations classées.

TITRE 2. – IMPLANTATION ET AMENAGEMENT

ARTICLE 2.1 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les installations et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agro écologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés.

Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

ARTICLE 2.2 : VOIES DE CIRCULATION ET AIRES DE STATIONNEMENT

2.2.1. Les voies de circulation internes à l'établissement sont aménagées et dimensionnées en tenant compte du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler.

2.2.2. L'exploitation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins de service d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

TITRE 3. – EXPLOITATION ET ENTRETIEN

ARTICLE 3.1 : SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 3.2 : CONTRÔLE DES ACCES

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

L'établissement doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'interdiction d'accès au public doit être clairement signalée.

ARTICLE 3.3 : CONNAISSANCE DES PRODUITS - ETIQUETAGE

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation : les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Ces documents sont intégrés au registre des risques.

A l'intérieur des installations, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 3.4 : PROPRETE

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion.

Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher l'introduction et la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

ARTICLE 3.5 : REGISTRE ENTREE/SORTIE

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses doit être limitée aux seules quantités nécessaires à l'activité journalière.

ARTICLE 3.6 : ENTRETIEN

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise (arrêté ministériel du

16 juillet 1980 modifié relatif à l'attribution de l'attestation d'aptitude concernant les installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances).

ARTICLE 3.7 : RESERVE DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

ARTICLE 3.8 : CONDUITE DES INSTALLATIONS

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

En vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et du milieu récepteur des rejets, l'exploitant rédige un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, la liste et la définition des points nécessaires au paramétrage des installations en vue de la transmission des données visée au 5.5.3.1, la liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalie provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

TITRE 4. – RISQUES

ARTICLE 4.1 : PREVENTION

4.1.1 : Principes généraux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. Les locaux sont équipés de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion et pour protéger les installations contre la foudre et l'accumulation éventuelle d'électricité statique.

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.

4.1.2 : Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Un plan de ces zones à risque est également mis à jour.

4.1.3 : Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation, visées au point 4.1.2, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

4.1.4 : "Permis de travail" et/ou "permis de feu"

Dans les parties de l'installation visées au point 4.1.2, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

4.1.5 : Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les opérations pouvant présenter des risques (manipulation, etc.) doivent faire l'objet de consignes écrites tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- ⇒ la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- ⇒ les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- ⇒ les instructions de maintenance et de nettoyage dont les permis de feu ;
- ⇒ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou sur une canalisation contenant des substances dangereuses (toxiques, inflammables, polluantes...) ainsi que les conditions de rejet prévues à l'article 5.4 ;
- ⇒ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- ⇒ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison, etc. ;
- ⇒ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- ⇒ l'étiquetage (pictogrammes et phases de risque) des produits dangereux sera indiqué de façon très lisible à proximité des aires permanentes de stockage ;
- ⇒ l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais explicite, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux, etc.).

4.1.6 : Consignes d'exploitation

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doit faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- ⇒ les modes opératoires,
- ⇒ la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- ⇒ les instructions de maintenances et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- ⇒ les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

4.1.7 : Information du personnel

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

4.1.8 : Formation

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Cette formation doit notamment comporter :

- ⇒ toutes les informations utiles sur les produits dangereux utilisés ;
- ⇒ les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- ⇒ des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués.

4.1.9 : Installations électriques

Les installations sont conçues et construites conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les ans.

4.1.10 : Protection contre la foudre

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au présent arrêté fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et, après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations visées au présent arrêté. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci doit être démontrée.

Les pièces justificatives de l'installation d'une protection contre la foudre, de la conformité aux normes, et de la réalisation des études prévues dans ces normes sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 4.2 : INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE

4.2.1 : Organisation générale

Des consignes écrites précisent les rôles et responsabilités de chacun des acteurs, les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel, d'appel aux moyens de secours extérieurs.

Elles sont portées à la connaissance du personnel et des entreprises extérieures présentes sur le site et affichées en des lieux fréquentés.

4.2.2 : Moyens de lutte

4.2.2.1. Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (NFS 61.213) dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. A défaut, de la mise en place d'un tel équipement, des mesures de substitution sont étudiées et mises en place en accord avec ce service.

4.2.2.2. L'établissement est équipé d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

4.2.3 : Rétention des eaux d'incendie

Les eaux d'extinction d'un incendie ou l'écoulement d'un accident de transport, doivent pouvoir être stockées sur le site (sur les parties étanches formant rétention ou dans un bassin de stockage ou par obturation de l'exutoire du réseau des eaux pluviales,...).

TITRE 5. – EAU

ARTICLE 5.1 : DESCRIPTIF GENERAL

5.1.1 : Prélèvement

L'installation est alimentée par le réseau d'adduction d'eau public.

Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.

5.1.2 : Rejets

Après traitement, le rejet des eaux usées s'effectue dans le ruisseau "le Lassay".

Les points de rejet dans le milieu naturel sont identifiés comme suit :

REJETS	MILIEU NATUREL (Cours d'eau...)	Coordonnées Lambert II
Eaux résiduaires après traitement	Ruisseau Le Lassay	X = 389,575 Y = 2386,350
Eaux pluviales collectées dans le périmètre de l'établissement		

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration ...) total ou partiel est interdit.

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître :

- ⇒ le réseau d'alimentation ;
- ⇒ les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteurs, bac de disconnexion ou tout autre dispositif) ;
- ⇒ les principaux postes utilisateurs ;
- ⇒ les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...) ;
- ⇒ les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...) ;
- ⇒ les ouvrages d'épuration avec leurs points de contrôle et point de rejet.

Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 5.2 : GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

5.2.1 : Conditions de prélèvement

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur sur chaque circuit d'alimentation. Ces mesures sont relevées journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, et conservés dans le dossier de l'installation.

Un dispositif de disconnexion répondant aux réglementations en vigueur est installé sur le circuit général d'alimentation, en aval du compteur, pour protéger le réseau public de toute contamination accidentelle.

Le dispositif fait l'objet d'un entretien annuel par une personne ou un organisme compétent. Les justificatifs sont tenus à la disposition des autorités concernées.

5.2.2 : Consommation de l'eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.

La réfrigération des installations en circuit ouvert est interdite.

Les consommations maximales sont de 1000 m³/an en provenance du réseau d'eau public.

ARTICLE 5.3 : SÉPARATION DES RÉSEAUX

5.3.1. Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées :

- ⇒ les eaux sanitaires sont collectées et évacuées dans le réseau aboutissant à la station,
- ⇒ les effluents liés à l'exploitation sont rejetés dans le réseau aboutissant à la station s'ils sont compatibles avec le fonctionnement de celles ci,
- ⇒ les eaux pluviales non polluées sont rejetées dans le ruisseau "le Lassay".

Les eaux pluviales pouvant être polluées sont rejetées dans la station si elles peuvent y être épurées et sont compatibles avec son fonctionnement, sinon, elles sont traitées comme des déchets.

5.3.2. L'analyse des risques de retour d'eau, par poste utilisateur, détermine les moyens internes de protection inter réseaux (eau potable, ...) contre des substances indésirables (réservoirs de coupure, clapets anti retour,...).

5.3.3. Les ouvrages de rejets sont régulièrement visités et nettoyés.

5.3.4. L'accessibilité de chaque dispositif de rejet doit permettre l'exécution aisée et précise de prélèvements dans l'effluent, ainsi que la mesure de son débit.

ARTICLE 5.4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

5.4.1 : Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.

Les effluents aqueux récupérés susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, eaux utilisées pour l'extinction, etc.) sont stockés, avant leur traitement ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

5.4.2 : Aménagement

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance, localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules est conçue de façon à récupérer, lors de chaque utilisation, l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station.

5.4.3 : Consignes

Le bon état et l'étanchéité des matériels et installations (réservoirs, canalisations, robinetterie, ...) est vérifié périodiquement par des contrôles appropriés.

Des consignes de sécurité sont établies par installation et précisent notamment :

- ⇒ la liste des contrôles à effectuer avant tout démarrage de l'installation ;
- ⇒ les conditions de réception, de transport et de manipulation des produits dangereux et les équipements nécessaires ;
- ⇒ les modalités de contrôle des rejets ;
- ⇒ la conduite à tenir en cas d'incident.

5.4.4 : Capacités de rétention

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ⇒ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- ⇒ 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale :

- ↳ dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50% de la capacité totale des fûts ;
- ↳ dans les autres cas, à 20% de la capacité totale des fûts ;
- ↳ dans tous les cas, à 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant, après contrôle de celles-ci.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

5.4.5 : Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique ou chimique des produits qu'elles

sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés pour s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène.

Les effluents aqueux rejetés dans les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux ou d'y dégager des produits toxiques ou inflammables par mélange avec d'autres effluents.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation des flammes.

5.4.6 : Aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Elles sont disposées de manière à ne pas créer de difficultés supplémentaires aux manœuvres et à l'évacuation rapide du véhicule.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

5.4.7 : Réservoirs

Les réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables sont soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes, même si les seuils de classement ne sont pas atteints.

ARTICLE 5.5 : REJETS DES EFFLUENTS

5.5.1 : Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Le lavage des appareillages, etc. ainsi que celui du sol des locaux ne doit être effectué qu'après collecte ou élimination des produits polluants présents.

Les produits ainsi collectés doivent être soit recyclés, soit éliminés conformément aux dispositions du présent arrêté.

5.5.2 : Eaux des sanitaires

Les effluents issus des installations sanitaires doivent être rejetés en tête de station pour être traités.

5.5.3 : Traitement des effluents

5.5.3.1 : Généralités

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et

surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts reçus (débit, température, composition...).

Il appartient à l'exploitant de s'assurer de la nature et de la qualité des effluents reçus, tant en quantité et débits qu'en composition. La présence d'eaux claires parasites (pluviales, drainage...) devra être limitée autant que possible.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées au minimum un mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Il précise les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les eaux réceptrices.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise, y compris en limitant autant que possible la pollution reçue.

Les effluents reçus ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Tous les effluents rejetés doivent respecter les caractéristiques suivantes :

⇒ température inférieure à 25° C

⇒ pH compris entre 6 et 8,5

Ils ne sont évacués que débarrassés des débris solides et matières flottantes.

Les eaux pluviales polluées, recueillies par exemple sur les aires de rétention, sont rejetées dans les mêmes conditions que les effluents.

5.5.3.2 : Valeurs limites de rejets

5.5.3.2.1 : Débit

Le débit maximal des effluents est fixé à 700 m³/j en période sèche et 800 m³/j en période humide.

Pour l'application du présent titre, la période sèche est comprise du 1^{er} avril au 15 septembre et la période humide du 16 septembre au 31 mars, sauf évènement météorologique particulier.

5.5.3.2.2 : Qualité

Pour chacun des paramètres, les rejets doivent respecter les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous soit en concentration, soit en rendement épuratoire. Dans tous les cas, les flux maxima figurant au tableau doivent être respectés.

Paramètre	Concentration (mg/l) (*)	Flux (kg/j)		Rendement épuratoire minimum
		période sèche	période humide	
DCO	90	63	72	85%
DBO5	25	17,5	20	90%
MES	30	21	24	95%
NTK	10	7	8	/
NGL	15	10,5	12	80%
P total	1 en période sèche 2 en période humide	0,7	1,6	80%

(*) les valeurs se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.

5.5.3.2.3 : Conditions de rejet

La station d'épuration doit être équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits à l'entrée et à la sortie et de préleveurs automatiques réfrigérés asservis au débit. L'exploitant doit conserver au froid pendant 24heures un double des échantillons prélevés.

Chaque canalisation de rejet est dotée d'un point de prélèvement d'échantillons et de points de mesure, implantés de manière représentative vis à vis de l'écoulement et aisément accessibles.

5.5.3.3 : Auto-surveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des entrées et sorties de la station d'épuration, y compris des ouvrages de dérivation (by-pass général ou inter-ouvrages). Les mesures de débit doivent faire l'objet d'un enregistrement en continu.

L'exploitant doit enregistrer la consommation de réactifs et d'énergie, ainsi que la production de boues en poids de matière sèche hors réactifs (chaux, polymères, sels métalliques).

5.5.3.3.1 : Fréquence des mesures

L'exploitant est tenu de procéder, ou de faire procéder, à un contrôle de l'effluent en entrée de station et de ses rejets en eau épurée. Les contrôles sont réalisés sur un échantillon moyen représentatif d'une journée, prélevé par un dispositif asservi au débit instantané, tel que prévu au point 5.5.3.2.3.

Les fréquences minimales des analyses et les paramètres suivis sont précisés dans le tableau suivant :

Paramètre	Fréquence
Débit	En continu
DCO	1/semaine
DBO5	2/mois
MEST	2/mois
NGL	2/mois
Pt	2/mois
pH	1/mois
Température	1/mois

Un dispositif renforcé est mis en œuvre dès que les circonstances le nécessitent (incident sur la station, étiage sévère ...).

5.5.3.3.2 : Interprétation des résultats

Le rejet représenté par l'échantillon est non conforme par rapport aux valeurs limites de rejet lorsque la valeur mesurée d'un paramètre dépasse soit les concentrations et les rendements, soit les flux fixés en 5.5.3.2.2.

Le nombre maximal d'échantillons non conformes toléré est de 2 pour les prélèvements mensuels, 3 pour les prélèvements bimensuels et de 5 pour les prélèvements hebdomadaires, sans toutefois que les valeurs limites dépassent, en concentration et en flux, le double des valeurs limites maximales journalières.

5.5.3.3.3 : Validation de l'auto-surveillance

■ La mesure des paramètres suivis au titre de l'auto-surveillance est réalisée au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'analyse et les actions correctives issues de la confrontation avec les mesures de l'exploitation, réalisées en parallèle, sont transmises par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

■ L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Le cahier des charges et le choix de l'organisme sont préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Cette vérification porte sur les conditions de prélèvement, de conservation, d'analyse et d'exploitation des résultats. Le rapport de vérification doit comporter une synthèse concluant sur le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification dans un délai de trois mois à compter de sa finalisation par l'organisme extérieur, accompagné des propositions d'améliorations qui s'avèreraient nécessaires. Ces propositions doivent préciser notamment les délais et les modalités de mise en œuvre.

5.5.3.4 : Campagne d'analyses amont/aval

Une campagne d'analyses amont/aval sera réalisée dans un délai de 18 mois après mise en service des nouveaux équipements épuratoires. Celle-ci devra être effectuée en période d'étiage et intégrer une analyse physico-chimique de l'ensemble des paramètres de rejet, ainsi qu'une mesure des indices biotiques généraux normalisés (IBGN). Les mesures devront être réalisées sur trois points différents : un situé à l'amont immédiat du rejet (et en aval des étangs de Lassay les Châteaux), un en aval immédiat du rejet et un en aval de la commune.

Cette campagne d'analyses pourra être renouvelée sur demande de l'inspection des installations classées.

5.5.3.5 : Registre

Un registre est tenu à jour par l'exploitant, sur lequel sont notés :

- les incidents de fonctionnement des dispositifs de mesure, de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, et les dispositions prises pour y remédier,
- les résultats des mesures et contrôles de la qualité des effluents entrants et des eaux rejetées,
- les volumes d'eau entrants et sortants,
- la consommation de réactifs et d'énergie,
- la production de boues en poids de matière sèche hors réactifs.

Il est conservé pendant une durée de dix ans et est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

5.5.3.6 : Transmission des résultats de suivi

Les résultats de la surveillance des émissions réalisée en application du point 5.5.3.3.1. sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. Cette transmission est réalisée mensuellement, avant la fin du mois qui suit et est accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

5.5.3.7 : Bilan annuel

Le bilan annuel est constitué par les documents de validation de l'auto-surveillance prévue au point 5.5.3.3.3, des mesures complémentaires prévues au point 5.5.3.4, les anomalies et non conformités relevées, les améliorations et faits marquants de l'année et les commentaires de l'exploitant.

Le bilan de l'année N est transmis à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} mars de l'année N+1.

TITRE 6. – AIR - ODEURS

ARTICLE 6.1 : PRINCIPES GENERAUX

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites, est interdite.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises :

- ⇒ les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (forme de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- ⇒ les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;

- ⇒ les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- ⇒ des écrans de végétation doivent être prévus.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

Le stockage des produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation doivent être mises en œuvre.

ARTICLE 6.2 : ODEURS

Le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'émissions de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitant met en œuvre toute action nécessaire visant à réduire les émissions à la source, ainsi que les techniques de confinement, de ventilation et/ou de traitement efficaces.

Les bassins, canaux, stockages et dispositifs de traitement susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

La déshydratation et le chaulage des boues sont effectués dans un local couvert et fermé afin de prévenir les nuisances olfactives.

TITRE 7. – DECHETS

ARTICLE 7.1 : PRINCIPES DE GESTION

7.1.1 : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets générés et en limiter la production.

7.1.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballages sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie (articles R. 543-42 et suivants).

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 et suivants ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques ou électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

7.1.3 : Conception et exploitation des installations internes d'entreposage des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par

des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques.

7.1.4 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

La valorisation des boues issues de la station d'épuration est réalisée dans les conditions fixées au titre 8 ci-après.

7.1.5 : Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

7.1.6 : Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transports utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. Les stockages de déchets liquides sont soumis aux prescriptions du titre 5 du présent arrêté.

7.1.7 : Inventaire des déchets produits par l'établissement

L'exploitant tient à jour en permanence l'inventaire des déchets générés par l'installation.

Les principaux déchets générés en fonctionnement normal sont les suivants :

Type de déchets	Code	Nature	Niveau de traitement
Déchets non dangereux	19 08 01	Déchets de dégrillage	Elimination en CET de classe 2 (niveau 3)
	19 08 02	Déchets de dessablage	Elimination en CET de classe 2 (niveau 3)
	19 08 05 et 19 08 12	Boues d'épuration urbaines et industrielles	Valorisation par épandage agricole

7.1.8 : Emballages industriels

Les déchets d'emballage industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

TITRE 8. – EPANDAGE

ARTICLE 8.1 : EPANDAGES AUTORISES

Seules les boues issues du traitement des eaux par la station d'épuration et ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandues.

La nature, les caractéristiques et les quantités de boues destinées à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques et que les nuisances soient réduites au minimum.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage sur les parcelles figurant à l'**annexe II** du présent arrêté.

Le périmètre d'épandage comprend 683,55 ha, dont 547,05 ha reconnus aptes à l'épandage.

Les terrains de classe d'aptitude 1 représentent une superficie de 254,53 ha où l'épandage n'est autorisé qu'en période de déficit hydrique et les terrains de classe d'aptitude 2 une superficie de 292,52 ha où l'épandage est possible toute l'année, sous réserve du respect des prescriptions définies ci-dessous.

Toute modification du périmètre d'épandage doit être signalée au Préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

8.1.1 : Règles générales

L'épandage de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles respecte les règles définies par les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ainsi que les dispositions des arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211.83 du code de l'environnement (programmes d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole).

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- ⇒ producteur de déchets ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- ⇒ producteur de déchets ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

8.1.2 : Origine des déchets et/ou effluents à épandre

Les déchets ou effluents à épandre sont constitués exclusivement de boues, provenant du traitement des eaux usées de la station d'épuration urbaine de Lassay les Châteaux.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

8.1.3 : Caractéristique de l'épandage

Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

Les quantités de boues produites annuellement sont au maximum de 3 000 m³ et 200 tonnes de matières sèches, soit 12 400 kg d'azote (N) et 4 270 kg d'oxyde phosphorique (P₂O₅).

Plusieurs types de boues sont produits selon la période : des boues liquides, plus ou moins épaissies, et des boues pâteuses chaulées.

ARTICLE 8.2 : DOSE D'APPORT

La quantité de boues épandue par hectare est déterminée en fonction :

- ⇒ du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- ⇒ des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- ⇒ des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ;
- ⇒ des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ;
- ⇒ de l'état hydrique du sol ;

- ⇒ de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- ⇒ sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg d'azote/ha/an ;
- ⇒ sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg d'azote/ha/an ;
- ⇒ sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

La dose finale retenue pour les déchets solides ou pâteux est au plus égale à 3 kilogrammes de matières sèches par mètre carré, sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux.

ARTICLE 8.3 : STOCKAGE DES BOUES

La capacité de stockage des boues liquides est de 850 m³ pour une capacité de 4 mois (pour une teneur en matière sèche de l'ordre de 8 %).

Le stockage des boues pâteuses chaulées, sur une plateforme bétonnée située à 200 mètres de la station, est autorisé transitoirement jusqu'au 30 septembre 2016 ; la capacité de stockage sera de 300 m³, soit une capacité de 4 mois (pour une teneur en matière sèche de l'ordre de 25 %).

Au delà de cette date, l'exploitant devra avoir mis en place un nouveau stockage de ses boues, conforme aux dispositions réglementaires. La capacité totale de stockage des boues devra être de 8 mois.

ARTICLE 8.4 : LES PERIODES D'EPANDAGE ET LES QUANTITES EPANDUES

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- ⇒ à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- ⇒ à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- ⇒ à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- ⇒ à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire. A cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau ainsi que le taux de saturation en eau sera effectuée pour le sol, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique.

ARTICLE 8.5 : INTERDICTION D'EPANDAGE

L'épandage est interdit :

- ⇒ sur sol non cultivé ;
- ⇒ sur toutes les légumineuses ;
- ⇒ sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- ⇒ sur les sols pris en masse par le gel ou abondamment enneigé ;
- ⇒ pendant les périodes de forte pluviosité et sur les sols inondés et détrempés ;
- ⇒ en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- ⇒ à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins ;
- ⇒ durant les périodes d'interdiction prévues aux arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211-83 du code de l'environnement (programmes d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole).

ARTICLE 8.6 : DISTANCES ET DELAIS D'ENFOUISSEMENT

Les épandages sont réalisés de manière à limiter l'impact olfactif des boues.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, l'épandage respecte les distances et les délais suivants :

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application
Puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères.	50 mètres (*) 100 mètres (*)	Pente du terrain inférieure à 7% Pente du terrain supérieure à 7%
Cours d'eau et plans d'eau	35 mètres des berges 100 mètres des berges 200 mètres des berges	Pente du terrain inférieure à 5% Pente du terrain supérieure à 5% 1. Déchets solides et stabilisés 2. Déchets non solides et non stabilisés
Lieux de baignade	200 mètres	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchyliques)	500 mètres	
Habitation ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public.	50 mètres 100 mètres	En cas d'effluents odorants

(*) : Il s'agit d'une distance minimale. Il convient de tenir compte des règles et des distances applicables dans les périmètres de protection établis autour des captages.

Nature des activités à protéger	Délai minimum	Domaine d'application
Herbages ou cultures fourragères	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères. Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes. Autres cas
Terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru	Dix mois avant la récolte, et pendant la récolte elle-même	

ARTICLE 8.7 : CARACTERISTIQUES DES BOUES EPANDABLES

Les boues ne peuvent pas être épandues :

- ⇒ si les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au **tableau 2 de l'annexe IV** ;
- ⇒ dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans les boues, excède les valeurs limites figurant **aux tableaux 1a ou 1b de l'annexe IV** ;
- ⇒ dès lors que le flux, cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les boues sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant **aux tableaux 1a ou 1b de l'annexe IV** ;
- ⇒ en outre, lorsque les boues sont épandues sur des pâturages, le flux maximum des éléments traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de 10 ans, est celui **du tableau 3 de l'annexe IV**.

Les boues peuvent être épandues sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- ⇒ le pH du sol est supérieur à 5 ;
- ⇒ la nature des boues peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- ⇒ le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs **du tableau 3 de l'annexe IV**.

ARTICLE 8.8 : PROGRAMME PREVISIONNEL D'EPANDAGE

Il n'est pas pratiqué de stockage temporaire de boues sur les parcelles.

Les résultats des analyses en éléments traces métalliques dans les boues qui seront utilisées doivent être connus avant la période d'épandage. A cette fin, la production de boues peut être divisée en lots.

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et transmis aux mairies concernées au moins quinze jours avant le début de la campagne.

Ce programme comprend :

- ⇒ la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après épandage, période d'inter culture) sur ces parcelles ;
- ⇒ une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe 3 (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ; les points de prélèvement sont repérés par les coordonnées Lambert ;
- ⇒ une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...);
- ⇒ les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale,..) ;
- ⇒ l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

ARTICLE 8.9 : CAHIER D'EPANDAGE

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- ⇒ les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale;
- ⇒ les dates d'épandage;
- ⇒ les parcelles réceptrices et leur surface;
- ⇒ les cultures pratiquées;
- ⇒ le contexte météorologique lors de chaque épandage;
- ⇒ l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation;

- ⇒ l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

ARTICLE 8.10 : BILAN ANNUEL

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- ⇒ l'évolution des contrats établis avec les agriculteurs ;
- ⇒ les parcelles réceptrices ;
- ⇒ un bilan qualitatif et quantitatif des boues épandues ;
- ⇒ l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- ⇒ les bilans des apports réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- ⇒ la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan de l'année N est adressée au préfet, aux mairies concernées et aux agriculteurs concernés avant le 31 mars de l'année N+1.

ARTICLE 8.11 : ANALYSES PERIODIQUES DES BOUES

Les boues sont analysées lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques.

Chaque année, les boues sont analysées selon les modalités suivantes :

Fréquence	Type d'analyse
1 fois par mois et par type de boue pendant la période d'épandage	Matière sèche (%) ;
2 fois par an et par type de boue	Paramètres agronomiques suivants : - matière organique (en %) ; - Ph ; - azote global ; azote ammoniacal (en NH ₄) ; - rapport C/N ; - phosphore total (en P ₂ O ₅) ; potassium total (en K ₂ O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ;
1 fois par an	Oligo-éléments et éléments-traces métalliques : Bore, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc
1 fois par an	Composés traces organiques : Total des 7 principaux PCB (28, 52, 101, 118, 138, 153, 180) Fluoranthène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(a)pyrène
2 fois par an	Agents pathogènes : Salmonella, Œufs d'helminthes, Entérovirus

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des boues sont conformes aux dispositions de l'annexe VII b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

ARTICLE 8.12 : ANALYSES PERIODIQUES DES SOLS

Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence utilisé dans l'étude préalable, et repéré par ses coordonnées Lambert :

- ⇒ après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;

⇒ au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, **reprise à l'annexe IV du présent arrêté.**

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

ARTICLE 8.13 : CONTRATS ET BORDEREAUX DE LIVRAISON

Un contrat doit être établi entre l'exploitant producteur et les agriculteurs. La liste des contrats est tenue à la disposition de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées.

De même, un contrat doit être établi entre le producteur de boues et le prestataire réalisant les opérations d'épandage. Ces contrats définissent les engagements de chacun et leurs durées.

A chaque épandage, un bordereau de livraison cosigné par le producteur et le preneur, doit être fourni au preneur et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 9. – BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 9.1 : PRINCIPES GENERAUX

9.1.1 : Principes généraux

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre 1 du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Au sens du présent arrêté, on appelle :

® Émergence : la différence entre les niveaux de pressions continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence du bruit généré par l'établissement).

® Zone d'émergence réglementée

- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse).
- Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.
- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

9.1.2 : Valeurs limites

Dans les zones à émergences réglementées, les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant :

NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanche et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieure ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de l'établissement ne devra pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette unité.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

9.1.3 : Mesures de bruit

L'exploitant doit faire réaliser dans un délai de trois mois après mise en service des nouvelles installations, une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées. Les frais sont à la charge de l'exploitant.

Cette mesure se fait aux emplacements définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, ainsi qu'en limite de propriété de l'établissement.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins pour chaque mesure.

L'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore si la nécessité s'en fait sentir. Les frais de contrôle supplémentaire sont supportés par l'exploitant.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

9.1.4 : Véhicules, engins de chantiers, haut-parleurs

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores, notamment aux articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE 10. – REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

ARTICLE 10.1 : CESSATION D'ACTIVITE

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif.

ARTICLE 10.2 : DOSSIER DE CESSATION D'ACTIVITE

La notification de l'exploitant, prévue au 10.1 ci-dessus, indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- ⇒ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- ⇒ des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- ⇒ la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- ⇒ la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 et qu'il permette un usage futur du site tel qu'il aura été déterminé en application des articles R 512-39-2 et R 512-39-3 du code de l'environnement.

TITRE 11. – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 11.1 : VALIDITE

La présente autorisation devient caduque si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai maximum de trois ans à dater de la notification du présent arrêté, ainsi que dans le cas où l'établissement vient, sauf le cas de force majeure, à cesser son exploitation pendant deux années consécutives.

ARTICLE 11.2 : PUBLICITE DE L'ARRETE

Une copie de l'arrêté de d'autorisation sera déposée aux archives de la mairie de Lassay les Châteaux et pourra y être consultée. Une copie de cet arrêté, énumérant notamment les conditions auxquelles l'autorisation est soumise, est affichée à ladite Mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Lassay les Châteaux et envoyé à la préfecture. Ce même arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet de la Mayenne, et aux frais de l'exploitant, dans les deux (2) journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11.3 : DIFFUSION

Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'installation seront remis au Syndicat Intercommunal en Eau Potable et Assainissement Collectif (SIAEPAC) de la Fontaine Rouillée, qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 11.4 : DELAI ET VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes.

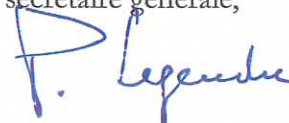
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est porté à un an à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements. Toutefois, ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

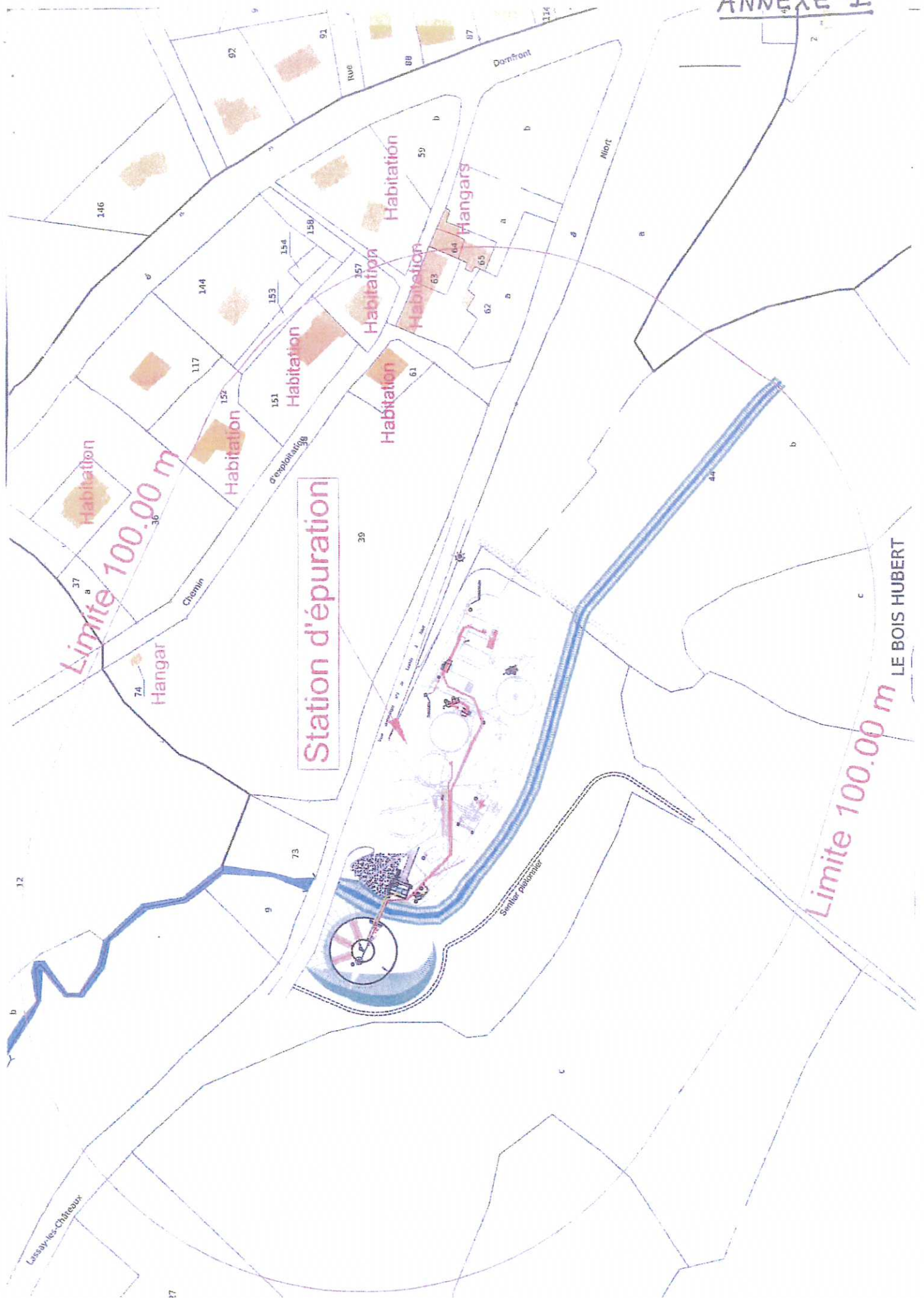
ARTICLE 11.5 : EXECUTION DE L'ARRETE

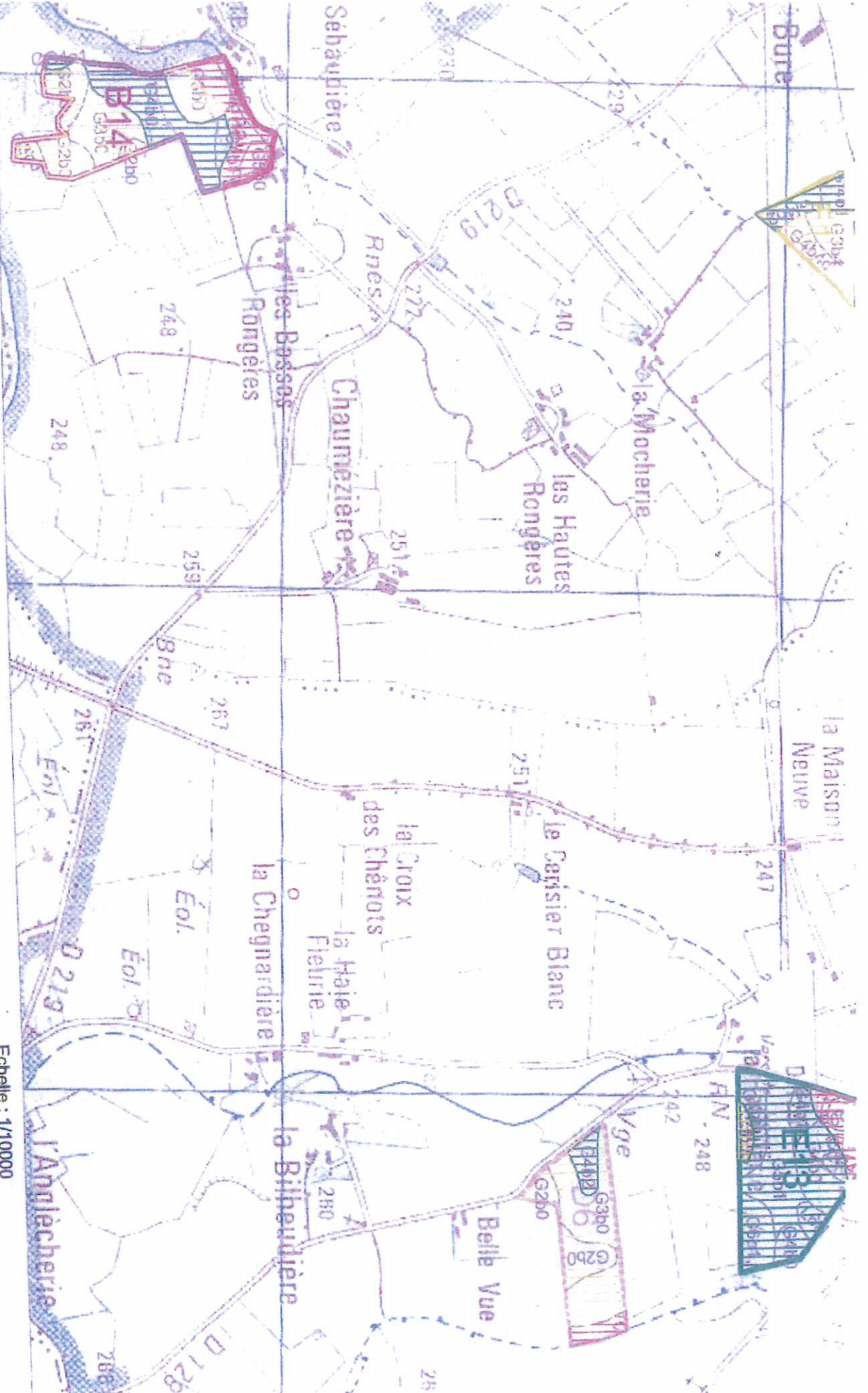
La secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, le maire de Lassay les Châteaux, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires de Le Housseau Brétignolles, Rennes en Grenouilles, Saint Julien du Terroux, Sainte Marie du Bois et Thuboeuf, ainsi qu'aux chefs de service consultés.

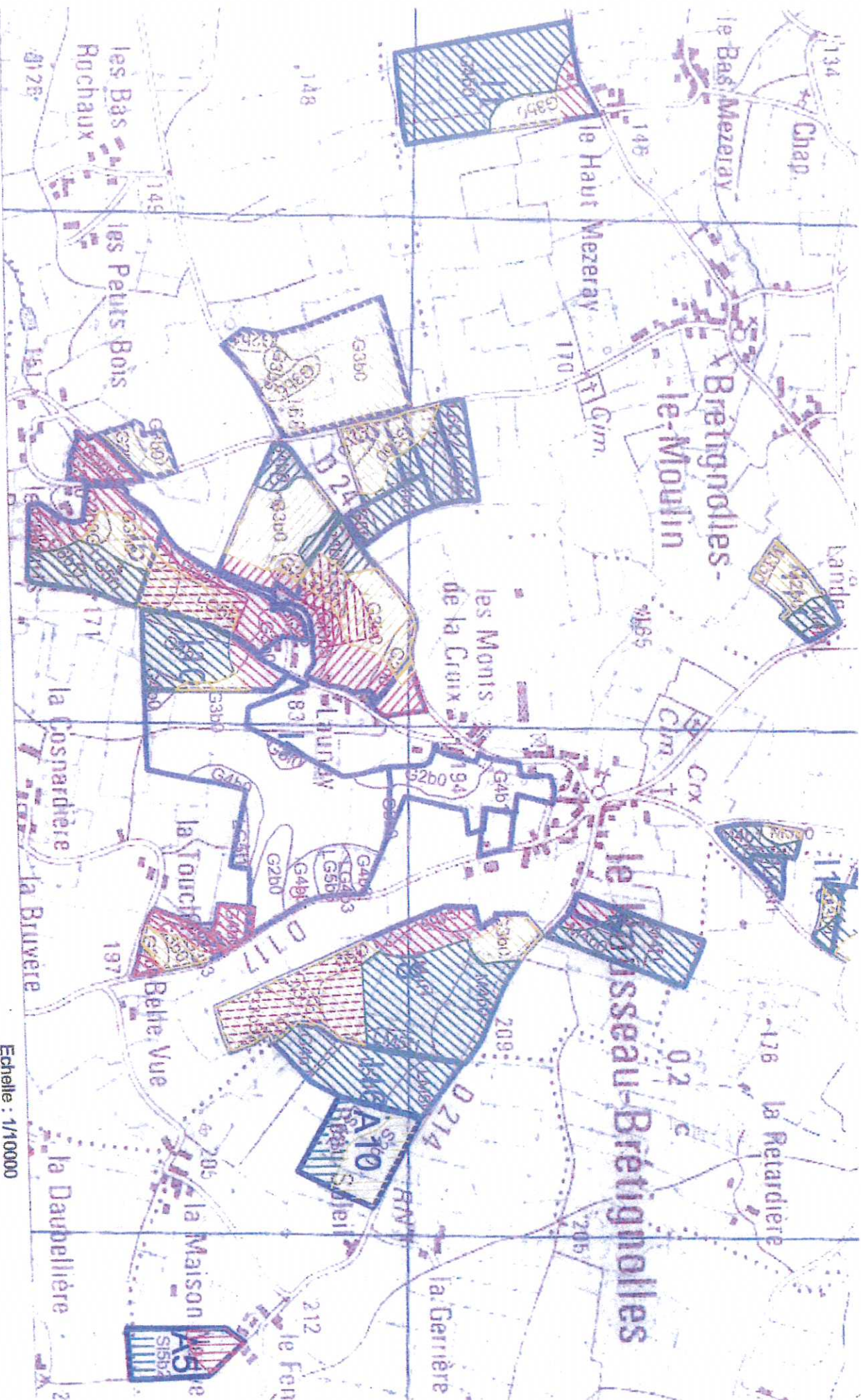
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

















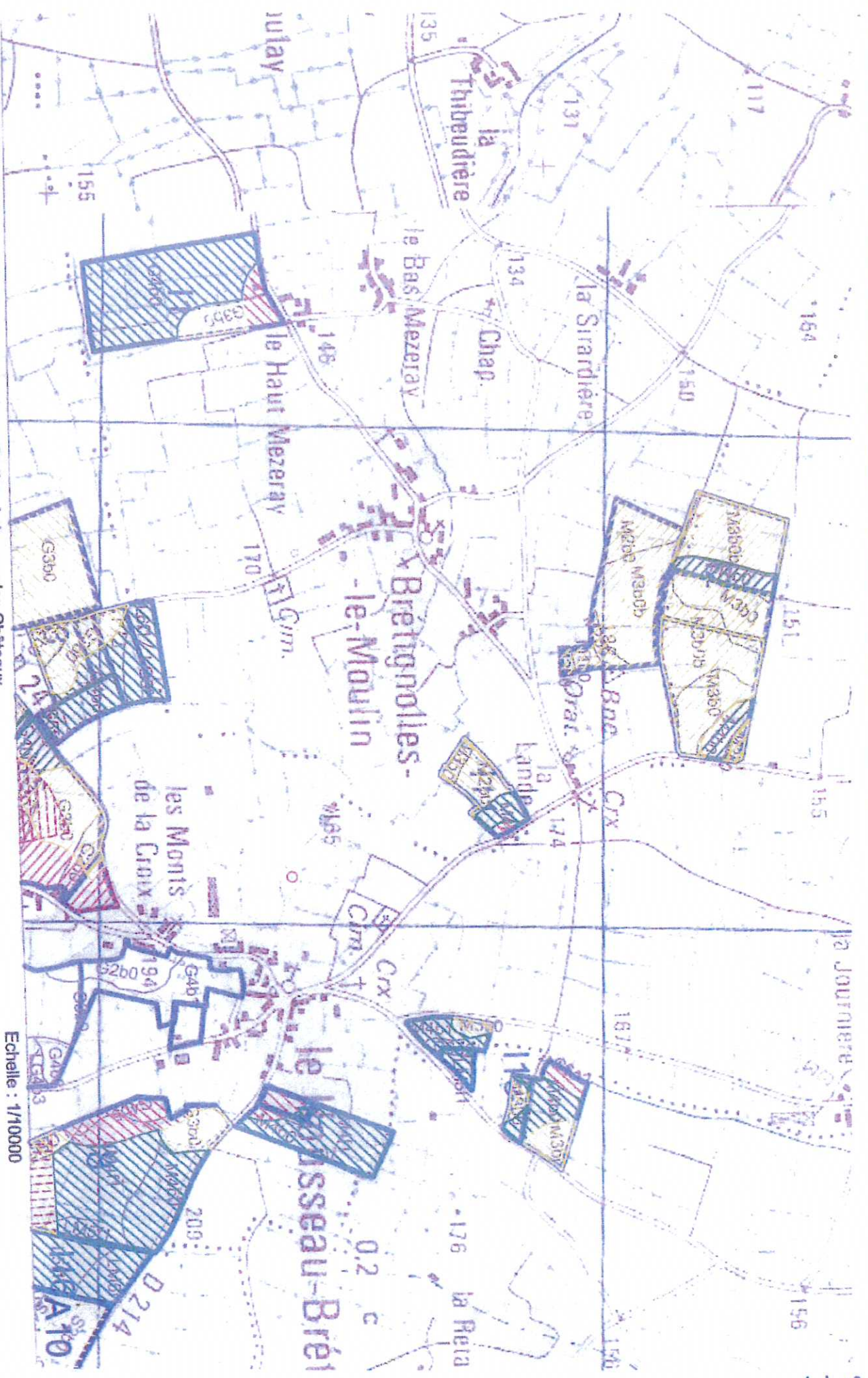
Pascale LEGENDRE







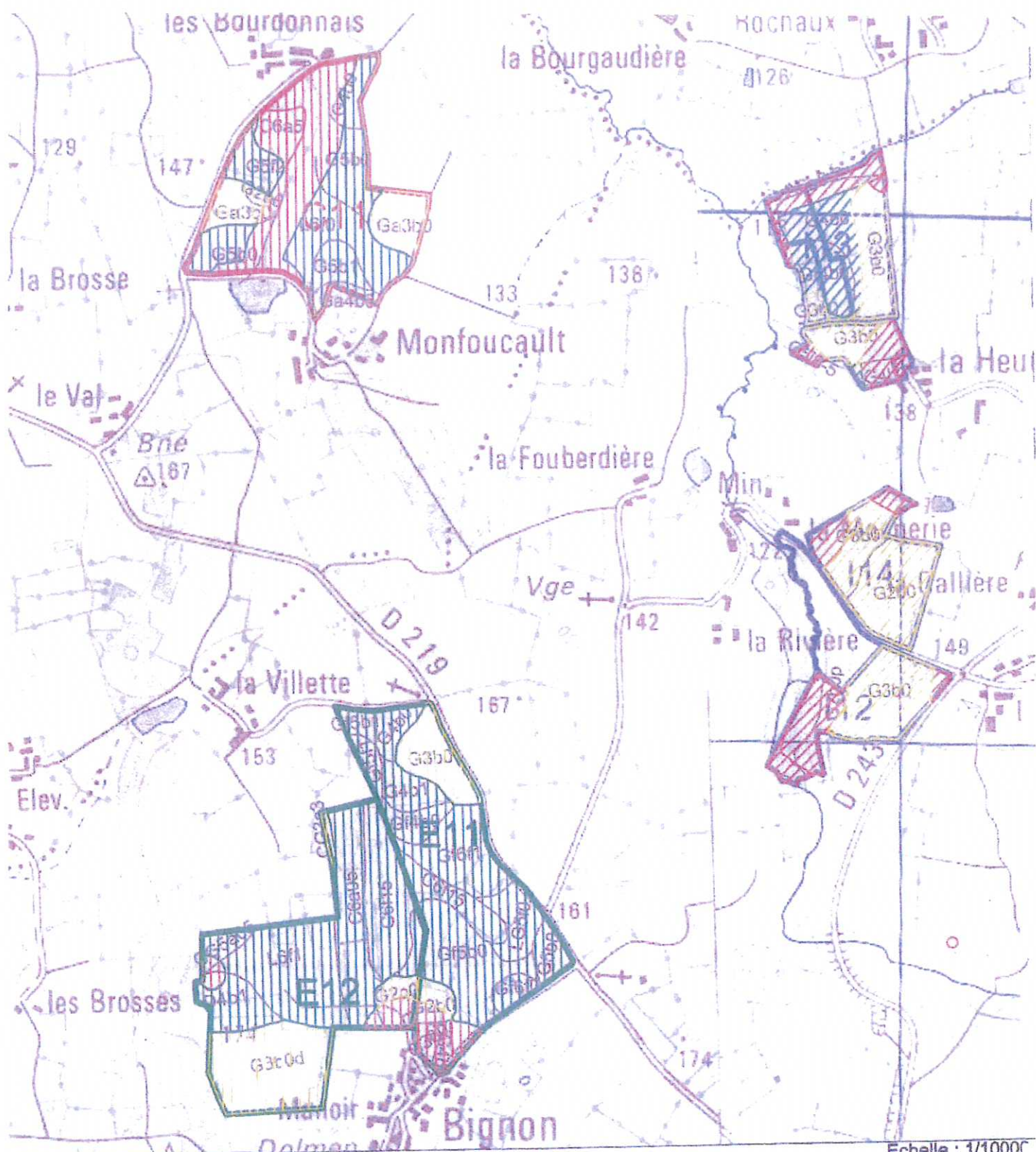
- | | | | | | |
|--|---|---|--|--|--|
|  Bricard François |  Foulon Remi |  Conneau Paul |  GAEC du Menhir |  Aptitude nulle |  Parcelle drainée |
|  EARL Morice |  EARL Creusier |  Grandin Christian | |  Aptitude moyenne | |
|  Bricard Laurent |  GAEC de la Haute Cour |  Rioux Josianne | |  Aptitude bonne | |



Plan d'épandage des parcelles mises à disposition - Station de Lassay les Châteaux

- | | | | | | | | |
|--|------------------|--|-----------------------|--|--------------------|--|------------------|
| | Bricard François | | Foulon Remi | | Conneau Paul | | GAEC du Menhir |
| | EARL Morice | | EARL Creusier | | Girardin Christian | | Aptitude nulle |
| | Bricard Laurent | | GAEC de la Haute Cour | | Rioux Josiane | | Aptitude moyenne |
| | | | | | | | Aptitude bonne |
| | | | | | | | Parcelle drainée |

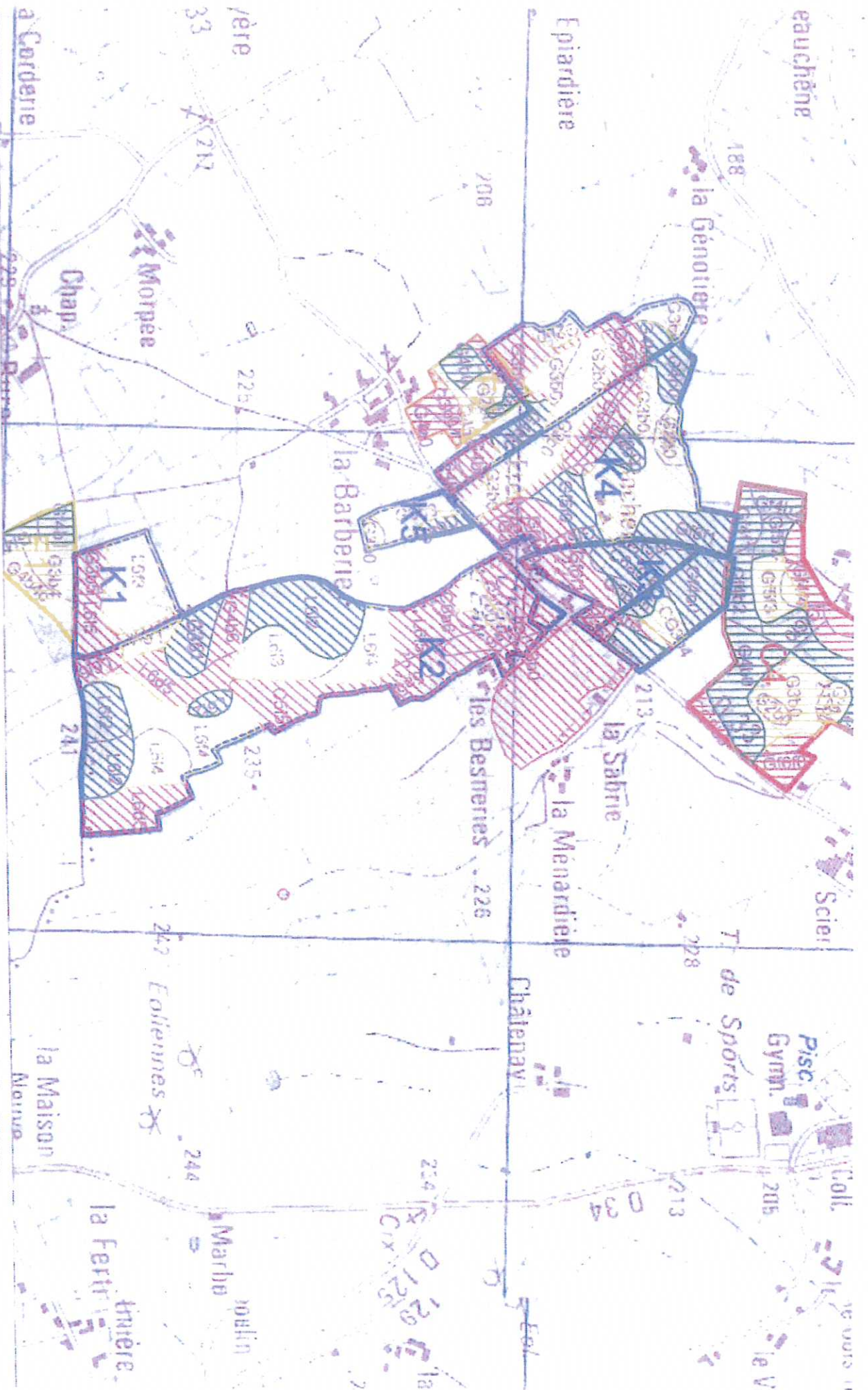
Echelle : 1/10000



Plan d'épandage des parcelles mises à disposition - Station de Lassay les Châteaux

Echelle : 1/1000r

- | | | | |
|------------------|-----------------|------------------|-----------------------|
| Bricard François | Bricard Laurent | Foulon Remi | GAEC de la Haute Cour |
| EARL Morice | EARL Creusier | Conneau Paul | Grandin Christian |
| Rioux J. | Aptitude nulle | Parcelle drainée | |
| Aptitude moyenne | Aptitude bonne | | |

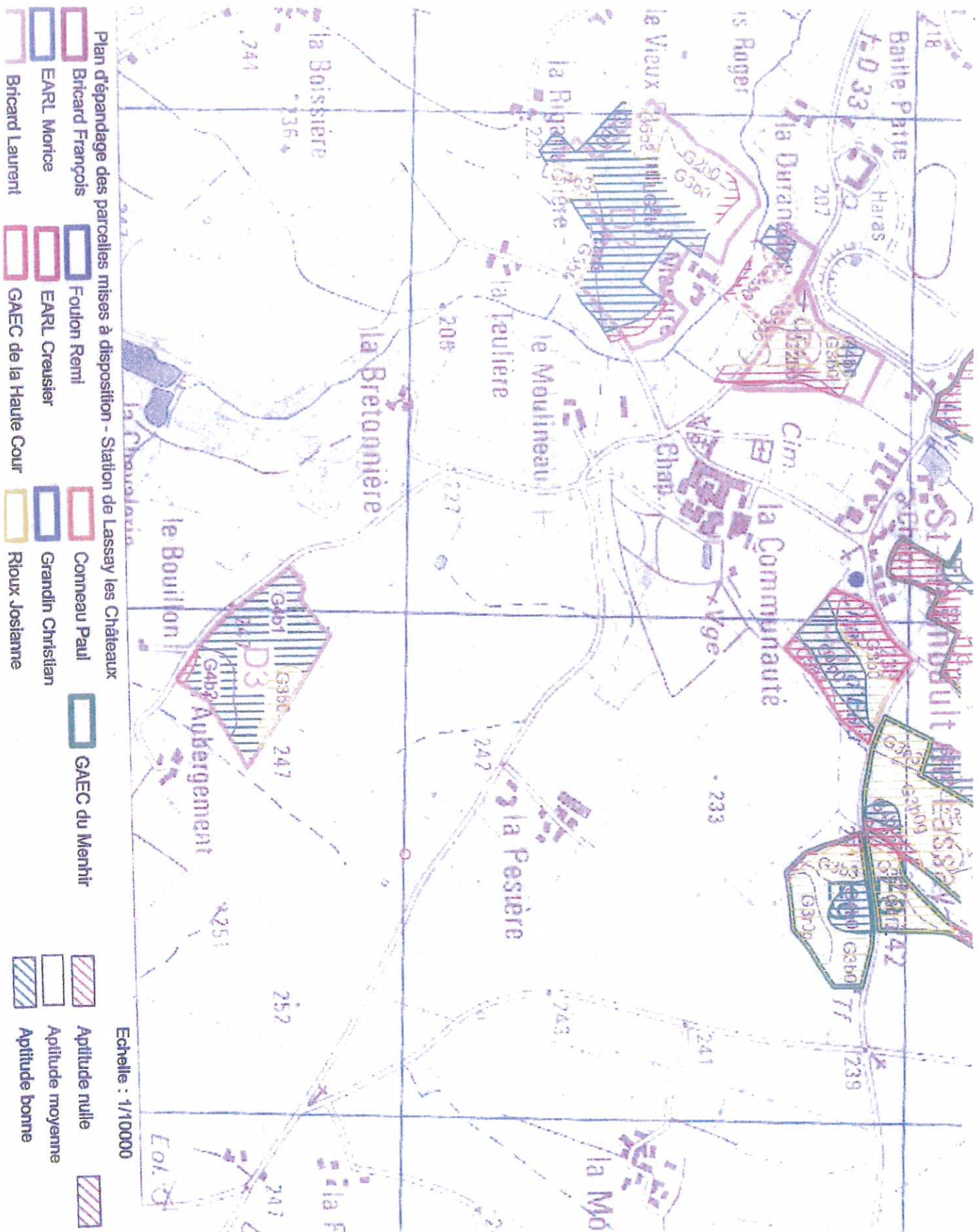


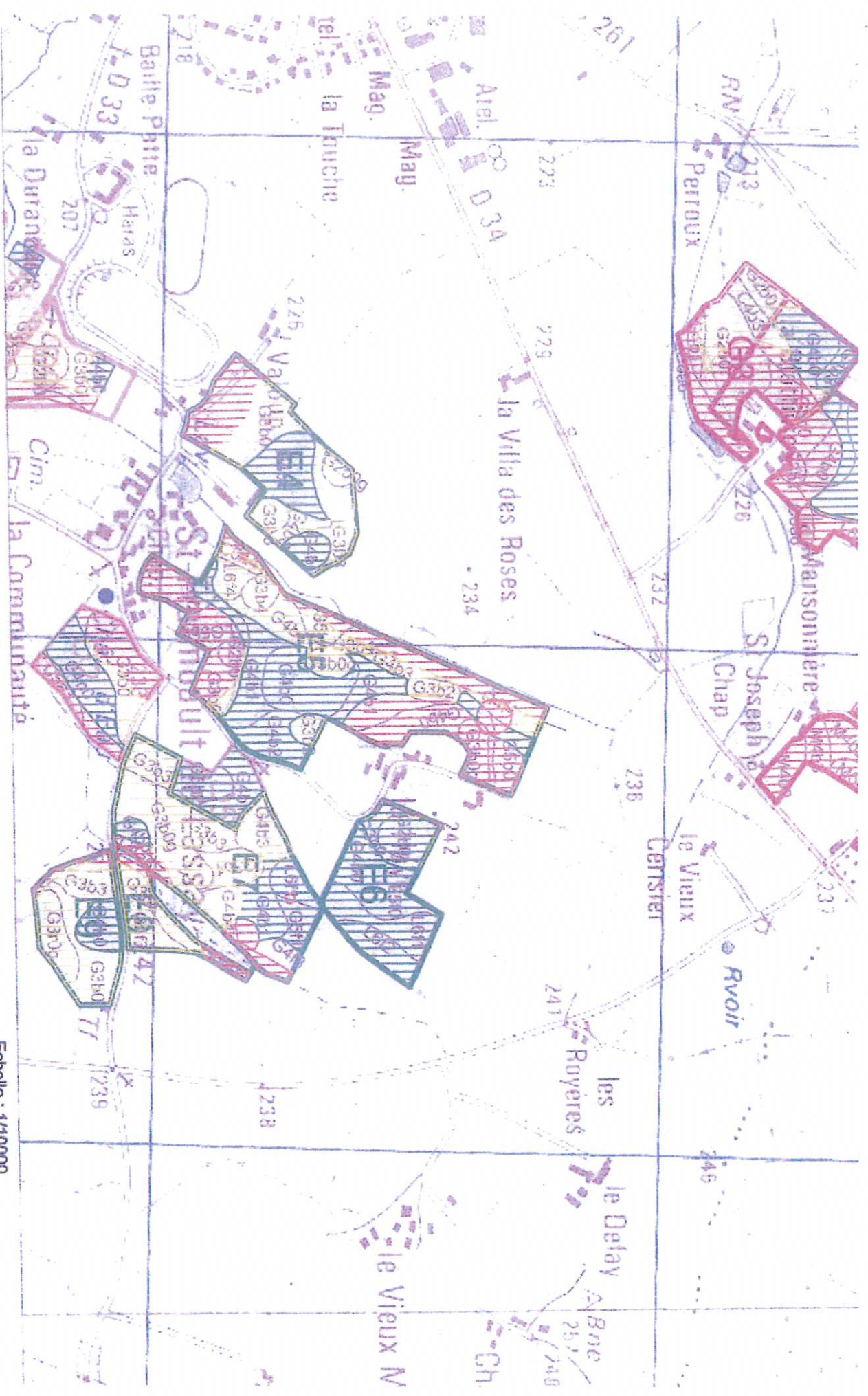
Plan d'épandage des parcelles mises à disposition - Station de Lassy les Châteaux

- | | | | |
|---|--|---|---|
| Bricard François | Foulon Remi | Conneau Paul | GAEC du Menhir |
| EARL Morice | EARL Creusier | Grandin Christian | |
| Bricard Laurent | GAEC de la Haute Cour | Rioux Josianne | |

Echelle : 1/10000

- | | |
|--|---|
| Aptitude nulle | Parcelle drainée |
| Aptitude moyenne | |
| Aptitude bonne | |

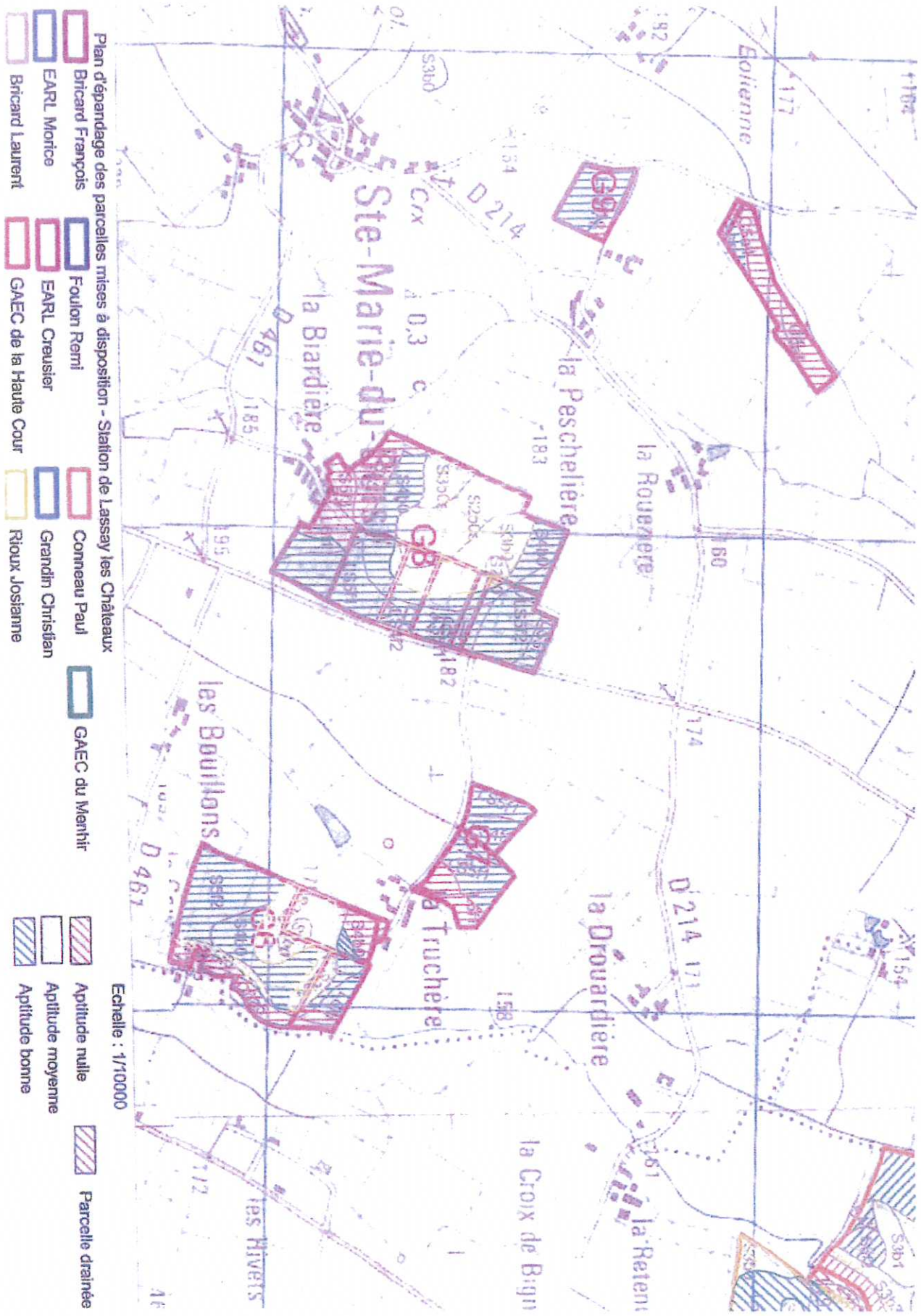


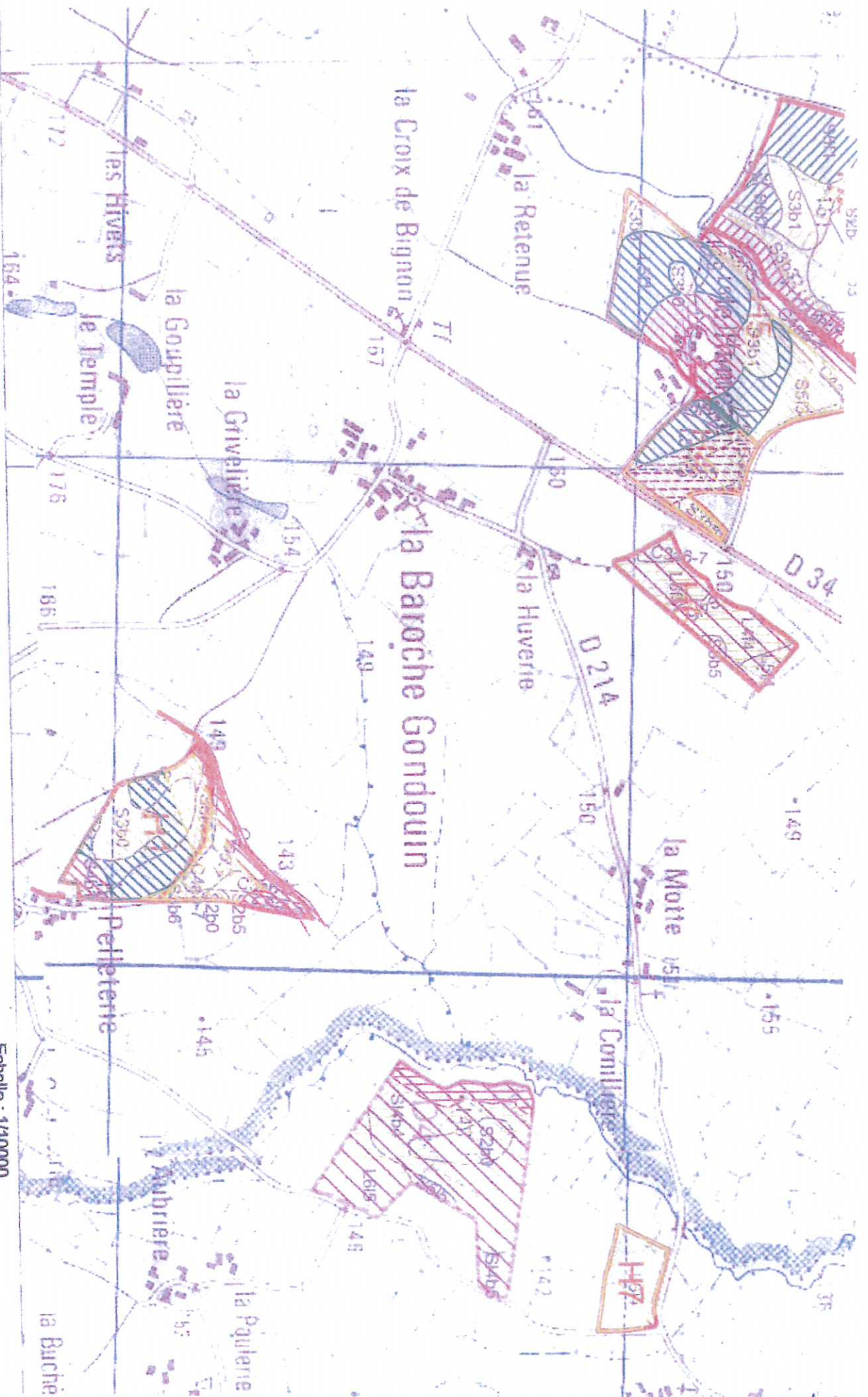


Plan d'épandage des parcelles mises à disposition - Station de Lassay les Châteaux















- | | | | | | | | | | |
|--|------------------|--|-----------------------|--|-------------------|--|------------------|--|------------------|
| | Bricard François | | Foulon Remi | | GAEC du Menhir | | Aptitude nulle | | Parcelle drainée |
| | EARL Morice | | EARL Creusier | | Grandin Christian | | Aptitude moyenne | | |
| | Bricard Laurent | | GAEC de la Haute Cour | | Rioux Josianne | | Aptitude bonne | | |

Echelle : 1/10000

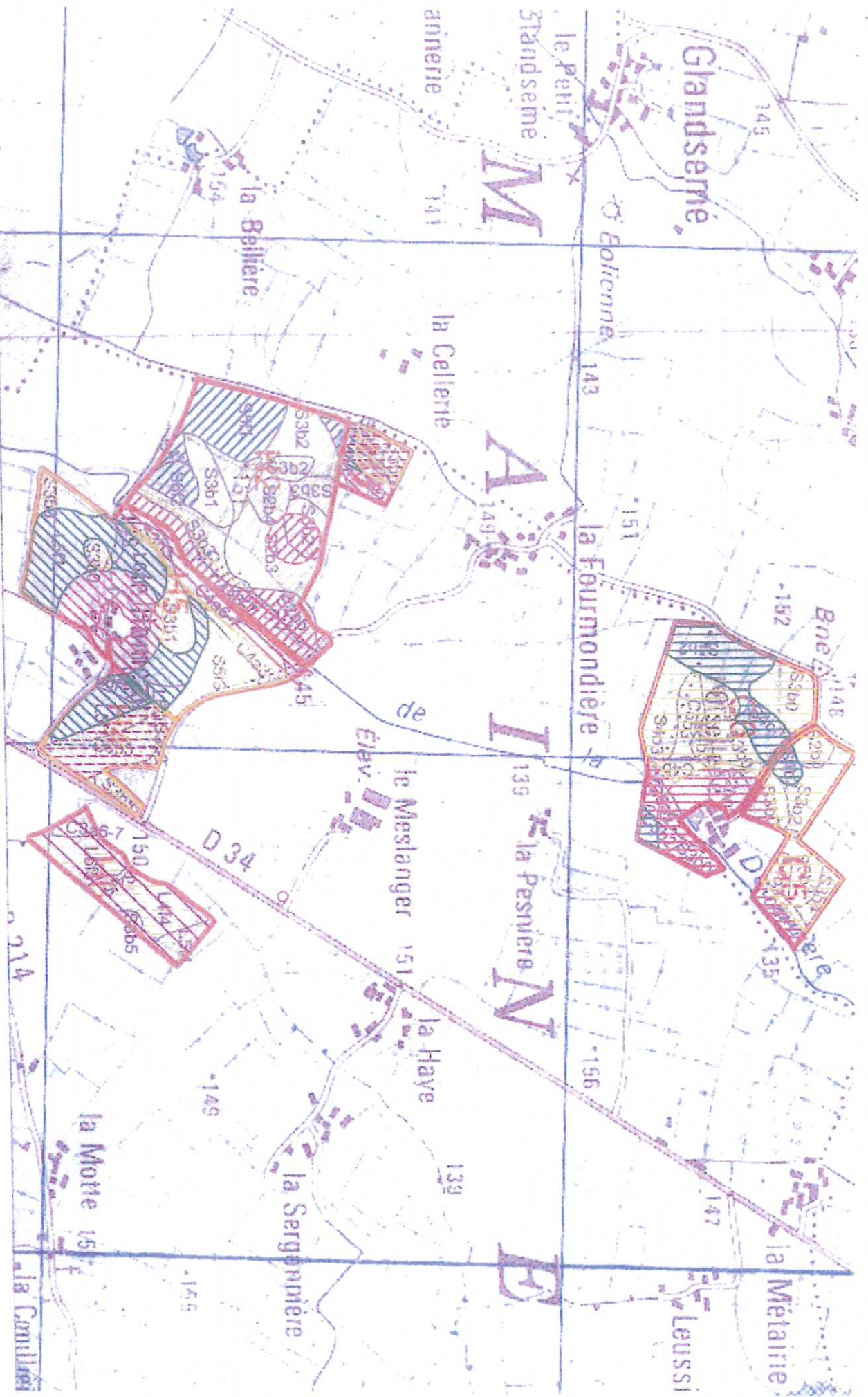

















Plan d'épandage des parcelles mises à disposition - Station de Lassay les Châteaux

- | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|---|-----------------------|---|-------------------|---|------------------|---|----------------|---|------------------|
|  | Bricard François |  | Foulon Remi |  | Conneau Paul |  | GAEC du Menhir |  | Aptitude nulle |  | Parcelle drainée |
|  | EARL Morice |  | EARL Creusier |  | Grandin Christian |  | Aptitude moyenne |  | Aptitude bonne | | |
|  | Bricard Laurent |  | GAEC de la Haute Cour |  | Rioux Josianne | | | | | | |

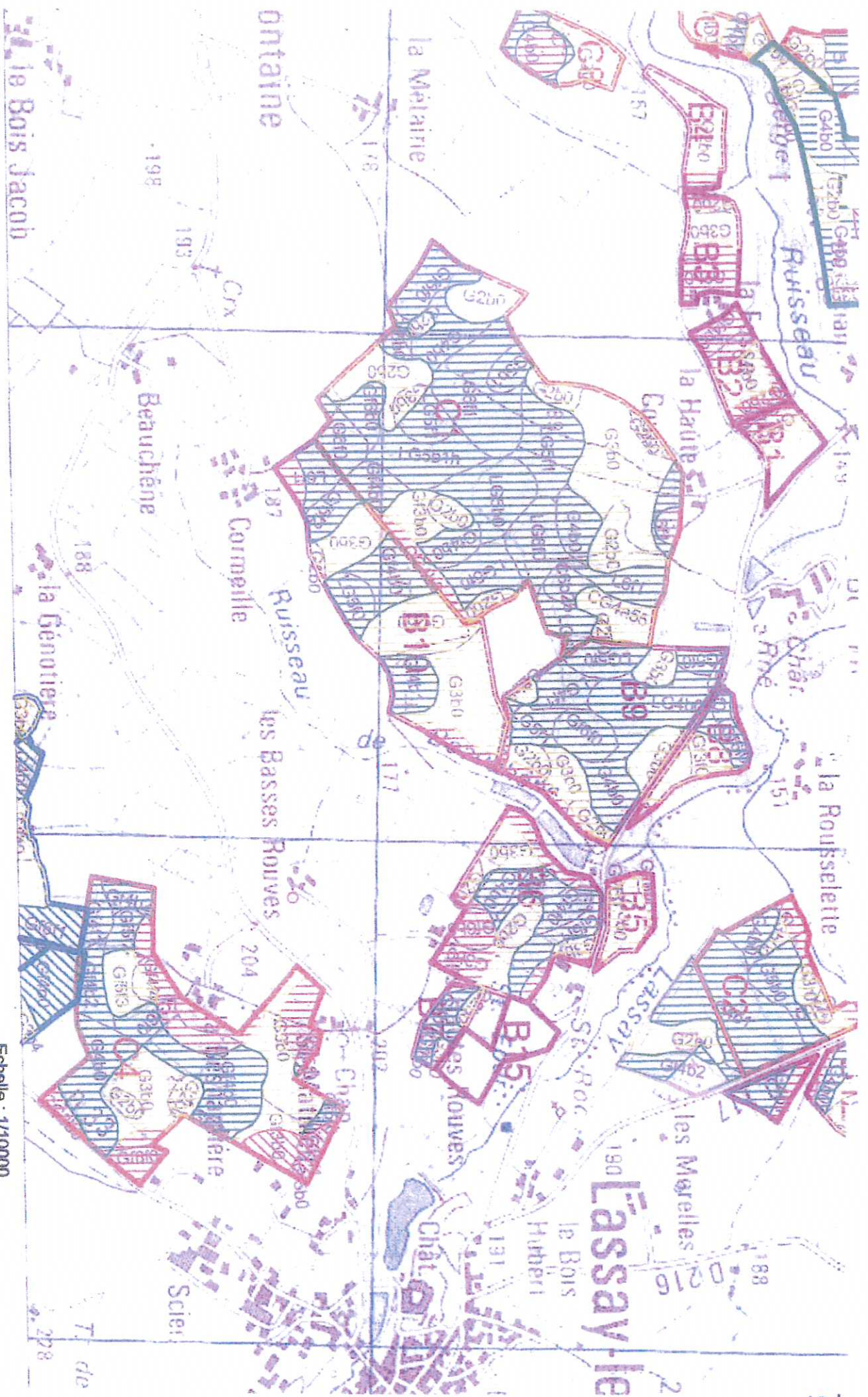
Echelle : 1/10000



Plan d'épandage des parcelles mises à disposition - Station de Lassay les Châteaux

- | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|---|-----------------------|---|-------------------|---|----------------|---|------------------|---|------------------|
|  | Bricard François |  | Fouton Remi |  | Conneau Paul |  | GAEC du Menhir |  | Aptitude nulle |  | Parcelle drainée |
|  | EARL Morice |  | EARL Creusier |  | Grandin Christian |  | |  | Aptitude moyenne |  | |
|  | Bricard Laurent |  | GAEC de la Haute Cour |  | Rieux Jostanne |  | |  | Aptitude bonne |  | |

Echelle : 1/100000



Plan d'épandage des parcelles mises à disposition - Station de L'Assay les Châteaux

- Bricard François
- Foulon Remi
- EARL Morice
- EARL Creusier
- Bricard Laurent
- GAEC de la Haute Cour
- Cornneau Paul
- Grandin Christian
- GAEC du Menhir
- Rioux Josianne

Echelle : 1/10000

- Aptitude nulle
- Aptitude moyenne
- Aptitude bonne
- Parcelle drainée

FOULON Rémi									
N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Nulle	Moyenne	Bonne	
A1	Lassay	ZB	51p	1,0878		0,0463	0,7874	0,2541	Ruisseau
		ZB	48p	1,3998			0,2941	1,1057	
		ZB	76	12,1665		2,47	2,4396	7,2569	Puits, Habitation
A2	Lassay	ZA	21	5,672	P115	1,9266	1,1429	2,6025	Habitation, Ruisseau, Mare
		ZA	20	2,482		0,2716	1,0673	1,1431	Ruisseau, Puits
		ZA	19	2,743		0,9321	0,9101	0,9008	Ruisseau
		ZA	22	1,494			0,6429	0,8511	
A3	Lassay	ZE/ZA	41	0,04	P123	0,0187		0,0213	Sol
		ZA	42	0,402		0,065		0,337	Sol
	Le Housseau	ZE	73	0,221		0,0601	0,1362	0,0247	Ruisseau
		ZE	91	9,19		0,8538	1,5563	6,7799	Habitation, Sol
A4	Lassay	ZA	40	0,444		0,3775		0,0665	Ruisseau
		ZA	6	9,5732		1,0025	0,0301	8,5406	Ruisseau
A5	Ste Marie	ZA	95	1,8769		0,64		1,2369	Habitation
A6	Niort	ZE	48	3,236	P117			3,236	
A7	Niort	ZE	46	1,41		0,74	0,67	0	Habitation
A8	Lassay	ZA	74	12,7684		2,35	1,25	9,1684	Ruisseau
A9	Lassay	ZA	17	2,139			0,0951	2,0439	
		ZA	18	0,426			0,0709	0,3551	
A10	Ste Marie	ZA	108	2,1754			1,2172	0,9582	
		ZA	109	0,5133		0,0263	0,276	0,211	Habitation
			Sous total	71,4603					
Non mise à disposition									
	Lassay	ZB	48p	1,0452					
		ZB	51p	2,1162					
	Chantrigné	ZC	103	0,0004					
		ZC	104	0,0097					
		ZC	105	0,0618					
		ZC	108	2,6481					
	Lassay	ZA	8	1,5					
		ZA	9	0,112					
		ZA	10	0,015					
		ZA	11	0,764					
		ZA	23	0,193					
		ZA	44	0,0107					
		ZA	45	0,1091					
		ZA	73	2,6666					
	Rennes en Grenouilles	ZB	127	0,992					
		ZB	130	0,984					
	Le Housseau	ZE	35	0,578					
		ZE	74	1,262					
			Total	86,5281	Total	11,7805	12,5861	47,0937	

BRICARD François									
N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Nulle	Moyenne	Bonne	
B1	Lassay	ZH	98p	1,7		0,43	1,27		Ruisseau
B2	Lassay	ZH	98p	2,4		1,54	0,86		Ruisseau, Habitation
B3	Lassay	ZH	98p	2,28		1,45	0,83		Ruisseau, Habitation
B4	Lassay	ZH	95p	1,53		0,28	1,25		Ruisseau
B5	Lassay	ZI	56, 55	1,54		0,53	1,01		Ruisseau, Habitation
B6	Lassay	ZI	28, 46p	7,04		2,35	2,2	2,49	Ruisseau, Habitation
B7	Lassay	ZI	46p	1,31	P121	0,05	0,44	0,82	Habitation
B8	Lassay	ZI	9p	2,42		0,41	1,13	0,88	Ruisseau
B9	Lassay	ZI	42p	10,69	P120	0,32	2,77	7,6	Ruisseau
B10	Lassay	ZI	19, 20	13,43	P119	0,81	7,21	5,41	Ruisseau, Habitation
B11	Lassay	ZE	15	3,47				3,47	
B12	Lassay	YC	30p	3,9		1,05	2	0,85	Ruisseau
B13	Lassay	ZB	24, 94	7,24	P102	1,02	0,8	5,42	Ruisseau, Habitation
B14	Lassay	ZR	51p	8,39	P110	1,89	3,75	2,75	Ruisseau, Habitation
			Total	67,34		12,13	25,52	29,69	

GAEC du Menhir									
N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Null	Moyenne	Bonne	
E1	Niort	ZE	78	3,4158		1,3894	0,7232	1,3032	Habitation
			64	0,8529		0,7017		0,1512	Habitation
			71p	5,974		0,0389	3,1052	2,8299	Ruisseau
E2	Niort	ZE	27	3,35	P116	0,8895	2,1525	0,308	Ruisseau
			25	9,22			0,4707	8,7493	
			26	1,975		0,1912	0,2359	1,5479	Habitation
E3	Niort	ZE	28	4,449		2,71	1,739	0	Habitation, Ruisseau
E4	Lassay	ZH	139	2,6745	P108	1,5293	1,1452		Habitation
		ZI	95p	5,0455		0,4617	2,5134	2,0704	Ruisseau
E5	Lassay	ZI	36	0,828		0,2561	0,3569	0,215	Habitation, Puits
			95	13,2325		4,0154	5,5683	3,6488	Habitation, Ruisseau
			35	1,111		0,739	0,372		Habitation, Puits
			7	2,632		0,027	0,4078	2,1972	Entreprise
			8	1,47		1,47			Entreprise
E6	Lassay	ZI	116	1,0841		0,5678	0,5163		Habitation
			22	3,905			0,323	3,582	
E7-E8	Lassay	ZI	16	4,3259	P107	0,698	1,4954	2,1325	Ruisseau, Puits
			11	6,8702		1,4442	5,2129	0,2131	Ruisseau
E9	Lassay	ZR	12	3,891		0,26	3,01	0,621	Ruisseau
E10	Lassay	YC	2	1,9412		0,9249	1,0163		Ruisseau
E11	Lassay	ZC	7	3,354	P105		1,4644	1,8896	
			9	3,092			1,4644	1,6276	
			10	2,415				2,415	
			96p	3,73		0,9879	0,3872	2,3549	Habitation
			111	0,122		0,122			Habitation
			11	1,872				1,872	
E12	Lassay	ZC	96p	3,711	P111	0,3521	0,3129	3,046	Habitation
			54	14,173		0,1846	3,2231	10,7653	Puits
E13	Lassay	ZW	65	3,6005	P106	1,2183		2,3822	Habitation
			66	2,6479			0,2563	2,3916	
			70	0,8702				0,8702	
E14	Lassay	ZM	27	0,464			0,464		
			28	0,497				0,497	
			Sous total	118,7962					
Non mise à disposition									
	Hardange	F	205	0,6325					
			483	0,1541					
			568	4,5737					
	Lassay	YC	3	0,715					
		ZB	14	3,334					
			15	0,467					
		ZB	61	2,2989					
		ZC	20	1,684					
		ZB	13	0,428					
			50	7,336					
		ZE	62	0,1388					
			61	0,2192					
			68	2,0646					
		ZE	71p	2,085					
		ZA	1	0,174					
		ZI	94	1,45					
			Total	146,551		21,179	37,9363	55,9221	

GAEC de la Haute Cour

N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Nulle	Moyenne	Bonne	
C1	Niort	ZI	31	32,736	P118	0,8079	10,0309	21,8972	Puits
C2	Lassay	YC	82	2,9556	P122	0,6143	1,1247	1,2166	Ruisseau
			19	2,328				2,328	
			20	0,836				0,836	
C3	Niort	ZE	17	1,27			1,27		
		ZE	18	1,69			1,69		
C4	Lassay	YB	1p	2,1926	P101	0,9479	0,9337	0,311	Habitation
		YB	79	5,61		1,481	1,315	2,814	Habitation
		YB	85	8,001		1,7764	3,1765	3,0481	Habitation, Sol
		ZK	85	0,771		0,517	0,254		Habitation
		ZK	74	0,4778		0,1332		0,3446	Habitation
		ZK	24	1,606		0,0901		1,5159	Habitation
C5	Thuboeuf	ZK	44	0,6759			0,5808	0,0951	
		ZK	45	3,3522		1,2508	0,2628	1,8386	Habitation
C6	Lassay	ZA	1	0,94	P104	0,94			Habitation, Ruisseau
		ZL	19	2,007		0,1037	1,2718	0,6315	Ruisseau
	Thuboeuf	ZK	65	3,7936		1,3914	2,0893	0,3129	Habitation, Ruisseau
		ZK	49	3,3877			1,7677	1,62	
C7	Niort	ZE	53	1,153		0,09	0,803	0,26	Ruisseau
C8	Niort	ZH	39	2,611		0,38	1,19	1,041	Puits
C9	Niort	ZE	50	4,236		0,74	0,97	2,526	Habitation
C10	Niort	ZE	13	1,8		0,1153		1,6847	Habitation
C11	Lassay	ZC	45	2,95	P103	0,863	0,7061	1,3809	Ruisseau
		ZC	44	1,946		1,6493		0,2967	Sol, Ruisseau, Habitation
		ZC	43	6,991		2,0408	0,9314	4,0188	Habitation, Ruisseau
C12	Lassay	ZB	41	10,72	P124	3,82	3,41	3,49	Sol, Ruisseau, Habitation
			Sous total	107,0374					
Non mise à disposition									
	Lassay	YB	1p	1,1955					
		YB	2	0,514					
		YB	20	1,844					
		YB	88	4,6102					
		ZK	25	0,747					
		ZK	71	1,0725					
		ZK	98	1,1814					
		ZI	30	0,392					
			Total	118,594		19,7521	33,7777	53,5076	

BRICARD Laurent									
N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Null	Moyenne	Bonne	
D1	Lassay	YC	15	0,679			0,3325	0,3465	
		YC	16	1,242			0,2923	0,9497	
		YC	112	0,424				0,424	
D2	Lassay	ZR	83	2,8439		1,6787	0,6887	0,4765	Habitation, Ruisseau
		ZR	73	1,3183		0,8623	0,0317	0,4243	Habitation, Ruisseau
D3	Lassay	ZS	13	5,176	P112	0,12	0,72	4,336	Habitation
D4	St Julien	ZB	6	1,93	P114		1,93		
		ZB	2	5,15		0,8299	4,3201		Ruisseau
		ZB	4	2,696		0,2593	2,4367		Ruisseau
D5	Lassay	ZI	17	1,619				1,619	
D6	Lassay	ZW	28	1,881		0,1399	1,6998	0,0413	Ruisseau
		ZW	29	1,388		0,1143	0,9097	0,364	Ruisseau
		ZW	30	1,635		0,1544	1,3721	0,1085	Ruisseau
D7	Lassay	ZT	114	12,1271	P113	0,58	3,42	8,1271	Ruisseau
D8	Lassay	ZT	110a	1,0175		0,21	0,7855	0,022	Ruisseau
		ZT	159	0,408				0,408	
D9	Lassay	ZR	3	3,302		0,89	2,2726	0,1394	Ruisseau, Habitation
		ZT	103	0,144		0,0427	0,1013		Ruisseau
		ZT	100	0,0456		0,023	0,0226		Ruisseau
			Sous total	45,0264					
Non mise à disposition									
	Lassay	YC	11	3,016					
		ZT	110b	1,4838					
		ZT	96	0,0142					
		ZT	47	0,0816					
		ZS	32	0,993					
		ZR	96	0,0142					
		ZT	102	1,1191					
			147	0,0816					
			113	0,3831					
		ZN	90	1,3805					
			93	4,5127					
			96	0,0031					
		ZP	125	1,406					
			Total	59,5153		5,9045	21,3356	17,7863	

Rioux Josianne									
N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Null	Moyenne	Bonne	
F2	Niort	ZK	62,95	2,59		1,67	0,36	0,56	Habitation, sol
F1	Niort	ZP	10	2,77	P109		1,71	1,06	
			Total	5,36		1,67	2,07	1,62	

EARL Morice

N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Nulle	Moyenne	Bonne	
I1	Le Housseau	ZL	42	6,487		0,6045	0,7642	5,1183	Habitation
I2		ZC	32	4,478			3,8382	0,6398	
		ZC	35	3,224			2,4186	0,8054	
		ZC	34	2,057			2,057		
		ZM	18	4,453			4,453		
I3		ZH	11	1,221			0,2945	0,9265	
		ZH	16	1,021				1,021	
		ZH	12	0,5			0,2818	0,2182	
		ZH	13	1,35			1,086	0,264	
		ZI	37	0,912				0,912	
		ZH	10	5,904			5,904		
I4		ZE	53	0,559		0,2969	0,2621		Habitation
		ZE	145	11,7226		2,7636	7,4043	1,5547	Habitation
I5		ZH	102	5,2566		1,9535	2,6677	0,6354	Habitation, Ruisseau
		ZH	28	3,933		0,5492	2,5356	0,8482	Ruisseau, Forage
		ZH	18	0,63		0,5412	0,0888		Habitation
I6		ZH	41	0,872			0,872		
		ZH	63	4,2714		1,5521	0,9128	1,8065	Habitation, Ruisseau
		ZH	72	3,2341		1,7913	1,4428		Habitation, Ruisseau
I7		ZE	7	0,4		0,3113		0,0887	Habitation
		ZE	8	2,348		0,1716		2,1764	Habitation
I8		ZE	147p	9,2701		1,4893	2,5487	5,2321	Habitation
I9		ZE	21	0,545		0,545			Puits
		ZE	22	1,352		0,6348	0,7172		Habitation
I10		ZE	51	3,108		0,6598	0,2388	2,2094	Habitation, Ruisseau
I11		ZI	26	1,562		0,1063	1,0056	0,4501	Ruisseau
I12	Lassay	ZD	51	3,97		1,6075	2,3625		Ruisseau, Sol, Pente, Habitation
I13		ZD	14	1,36		0,3477	0,0484	0,9639	Ruisseau, Sol
		ZD	15	0,622		0,0534	0,1831	0,3855	Sol
		ZD	83	1,679		0,687	0,8656	0,1264	Habitation, Puits
		ZD	31	3		0,6226	1,3332	1,0442	Ruisseau
		ZD	82	0,09		0,09			Habitation
I14		ZD	67p	4,416		0,68	3,736		Habitation, Ruisseau
I15	Rennes en G.	ZB	2	0,4462			0,2298	0,2164	
			93	0,333				0,333	
			3	1,7337		0,278	0,589	0,8667	Ruisseau
			58	0,8907			0,2186	0,6721	
I16	Ste Marie	ZA	21	3,29				3,29	
			Sous total	102,5014					
Non mise à disposition									
	Le Housseau	ZL	20	0,906					STH
			26	0,987					STH
		ZE	144	0,4374					STH
		ZE	143	1,04					STH
		ZE	106	0,4479					Habitation éleveur
		ZE	128	2,6941					STH
		ZH	40	0,803					STH, Ruisseau
	Lassay	ZD	50	1,932					STH
			Total	111,7488		18,3366	51,3599	32,8049	

EARL CREUSIER

N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Nulle	Moyenne	Bonne	
G1	Lassay	ZE	22	2,493			2,0311	0,4619	
		ZE	23	5,555		0,0158	4,1071	1,4321	Habitation
G2		ZE	206p	9,9486		3,3508	2,8196	3,7782	Habitation, Ruisseau, Sol
G3		ZE	47	3,4098		1,6212	1,7886		Habitation, Ruisseau
		ZE	233	3,7474		1,8872	0,7103	1,1499	Habitation, Ruisseau
		ZE	241	0,0303		0,0303			Habitation, Ruisseau
		ZE	233	0,0305		0,0305			Habitation, Ruisseau
		ZE	50	0,0004		0,0004			Habitation, Ruisseau
G4	Lassay	ZE	45	0,804		0,804			Habitation
		ZE	47	2,537		0,243	1,2692	1,0248	Habitation
		ZE	56	0,333			0,333		
		ZE	24	2,136			0,4855	1,6505	
G5		ZI	36	4,239		0,7042	3,5348		Ruisseau
G6	Ste Marie	ZK	14	1,4406		0,3207	0,3199	0,8	Habitation, Ruisseau
		ZK	17	7,0091		1,3478	1,5801	4,0812	Habitation, Ruisseau
		ZK	57p	1,94		0,7315	1,07	0,1385	Habitation
G7		ZK	8	1,2551				1,2551	
		ZK	54	2,131		0,7442		1,3868	Habitation, Ruisseau
		ZK	55	0,043		0,043			Habitation, Ruisseau
G8		ZN	34	2,4487			0,0543	2,3944	
		ZN	35	0,4036			0,0977	0,3059	
		ZN	36	1,496			0,5928	0,9032	
		ZN	37	1,2399			0,6065	0,6334	
		ZN	38	2,0503			0,1965	1,8538	
		ZN	39	9,8848		1,7742	4,5994	3,5112	Habitation, Sol, Ruisseau
G9		ZL	28	2,2451		1,9523		0,2928	Ruisseau, Sol
		ZL	29	0,1238		0,0425		0,0813	Ruisseau, Sol
		ZL	48	1,5882		0,145		1,4432	Habitation
G10		ZL	15	2,442		0,4402	2,0018		Ruisseau
		ZL	16	0,9451		0,711	0,2341		Ruisseau
			Sous total	73,9503					
Non mise à disposition									
	Lassay	ZE	178	2,7249		2,7249			
		ZI	1	0,308		0,308			
	Ste Marie	ZL	36	1,5305		1,5301			
		ZL	5	0,62		0,62			
		ZL	6	0,28		0,28			
			Total	79,4137		22,4028	28,4323	28,5782	

CONNEAU Paul

N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause de l'exclusion
						Nulle	Moyenne	Bonne	
H1	Lassay	ZD	67	5,3759		0,7632	2,2005	2,4122	Habitation, Ruisseau
			65	2,8423		1,5012	1,3411		Ruisseau
H2		ZL	6	13,729		2,8458	7,5949	3,2883	Ruisseau, Sol, Puits
H3		ZL	7	1,491		0,311	0,9479	0,2321	Pommier
H4		ZL	22	3,768		0,0286	2,5946	1,1448	Habitation
H5		ZL	5	12,279		4,1637	3,6417	4,4736	Habitation, Ruisseau
H6	La Baroche	ZB	32	2,8241			2,8241		
H7	St Julien	ZB	12	1,855		0,039	1,816		Habitation
			Total	44,1643		9,6525	22,9608	11,551	

GRAND N Christian

N° sur le plan	Commune	Section	N° parcellaire	Surface ha	Analyse	Aptitude			Cause d'exclusion
						Nulle	Moyenne	Bonne	
K1	Lassay	166ZP	8	3,622		1,4987	2,1233		Sol
K2		YA	105	23,2492		10,4057	6,9454	5,8961	Habitation, Sol, Mare
			104	0,2018		0,2018			Habitation
K3		YB	56	0,016		0,016			Habitation
			104	3,0865		1,4707		1,6158	Habitation
			103	3,1025		0,3833	0,51	2,2092	Habitation, Sol, Mare
K4		ZK	82	11,8145		3,2965	5,5269	2,9911	Habitation, Sol, Ruisseau
K5		ZP	3	1,386		0,1977	0,8602	0,3281	Habitation
K6		ZK	81	6,1025		2,5607	2,5811	0,9607	Habitation, Sol
			Sous total	52,581					
Non mise à disposition									
	Lassay	ZH	319	0,25					Bourg
			320	0,227					Bourg
		ZV	25	0,642					Ruisseau
		YA	3	0,628		0,628			Habitation
			76	3,4573		3,4573			Habitation
			75	0,0067		0,0067			Habitation
		ZD	38	16,2369					Proche bourg
		ZS	24	10,474					
			27	7,191					
	Ste Marie	ZL	23	3,0044					
			Total	94,6983		24,1231	18,5469	14,003	

ANNEXE IV

Annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998

Annexe VII a : Seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques (articles 38, 39, 41) (Arrêté du 17 août 1998, article 3)

Tableau 1a : teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents.

Eléments traces métalliques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	20 (*)	0,03 (**)
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4 000	6

Tableau 1b : teneurs limites en éléments-traces organiques dans les déchets ou effluents.

Eléments traces organiques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux	0,8	0,8	1,2	1,2
PCB (*)	5	4	7,5	6
Fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(b)fluoranthène	2	1,5	3	2
Benzo(a)pyrène				

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 153, 180

Tableau 2 : Valeurs limites de concentrations dans les sols.

Eléments traces dans les sols	Valeur limite (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50

Plomb	100
Zinc	300

Tableau 3 : Flux cumulé maximum en éléments traces métalliques apportées par les déchets ou effluents pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6.

Eléments traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Sélénium (*)	0,12
Zinc	3
Chrome + Cuivre + Nickel + Zinc	4

(*) Pour le pâturage uniquement